



**LYCÉE
FRANÇAIS
SAINT LOUIS**
STOCKHOLM

PROCÈS VERBAL

Conseil d'administration : 2025-07

Date : 2025-11-19

Lieu : Teams

Numéro d'immatriculation : 902004-1852

Liste de présence

Membres titulaires présents :

- Guillaume Lefebvre, Président, membre coopté
- Erik de Rouville, membre coopté
- Stéphanie Cozon, membre élu des personnels
- Anne Ruchaud, membre élu des personnels
- Olivier Cureau, membre élu des personnels
- Marion Grönberg, membre élu des parents d'élèves
- Hervé Brice, membre élu des parents d'élèves

Absents et excusés :

- Eva Höglund, Vice-présidente, membre coopté
- Jérôme Chappert, Trésorier, membre élu des parents d'élèves

Personnalités membres de droit avec voix consultative :

- Katarina Koto, Provisoire Förskola et Skolchef Förskola et Fritidshem
- Sophie Maysonave, Conseillère de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France

Absents et excusés :

- Denis Ravaille, Provisoire et Chef d'Établissement AEFÉ
- Olivier Priou, Consul de France

Personnalités invitées avec voix consultative :

- Fabrice Palhies, Directeur de l'Élémentaire
- Txomin Diaz, DAF
- Mona-Marleen Antonson, DRH

Rédaction du protocole :

Sophie Pier Federici, Chargée de communication

MG
MG

OC
OC

GL
GL

1. Ouverture de séance

Le Président, M. Guillaume Lefebvre, ouvre la séance à 18h12. Tous les membres sont d'accord pour que la réunion soit enregistrée, l'enregistrement est strictement dédié à la rédaction du procès-verbal. Le Président souhaite la bienvenue à Oliver Cureau, récemment élu au Conseil d'administration. Il souhaite également remercier Stéphanie Cozon, qui s'est représentée et a été reconduite dans ses fonctions.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est établi.

3. Élection de scrutateurs

Le CA désigne Mme Marion Grönberg et M. Olivier Cureau scrutateurs.

4. Approbation des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration du 3 septembre 2025 (2025-06).

Le procès-verbal a été approuvé per capsulam le 23 septembre 2025.

5. Rapports

a) Rapport du Provisur AEFÉ

En l'absence du Provisur, le Directeur de l'élémentaire présente son rapport.

Concernant le pilotage institutionnel et stratégique, il indique que le Provisur a souhaité mettre l'accent sur les élections au Conseil d'établissement. Il souligne qu'il n'a pas été possible de trouver des candidats parmi le personnel du second degré, les représentants du collège de l'administration, ainsi que le pôle santé. Le Provisur s'est alors tourné vers l'AEFE afin de vérifier qu'aucune difficulté ne se posait vis-à-vis des institutions ni concernant l'homologation. L'AEFE a confirmé qu'il n'y avait aucun problème à cet égard. Les quorums seront ajustés en fonction du nombre de représentants effectivement élus parmi le personnel. En l'état, seuls des personnels du premier degré siègent au Conseil d'établissement, faute de candidatures au second degré et au sein du personnel non enseignant. Malgré cette carence, les instances de l'établissement ont pu être installées lors du premier Conseil d'établissement, et leur fonctionnement est assuré.

Le Directeur de l'élémentaire souligne toutefois que cette situation pourrait avoir des impacts sur le dialogue social. Si la CDS (Commission de Dialogue Social) dispose bien de représentants, le Conseil d'établissement pourrait connaître un manque de diversité dans les échanges, par exemple au moment de voter le calendrier et la carte des emplois de l'AEFE. Ce déficit de représentation pourrait entraîner un dialogue moins riche.



Cette année, un service de coordination des examens a été créé, regroupant l'ensemble des établissements de la zone à laquelle nous appartenons — Royaume-Uni, Benelux et Scandinavie. Ce service est piloté depuis Bruxelles. Le financement de ce service est mutualisé, via une convention mise à disposition des administrateurs. Pour notre établissement, la contribution financière est estimée à environ 3400 € par an, car elle est calculée au prorata des effectifs de candidats, afin de déléguer à ce service l'organisation des examens au sein de l'Institut régional de formation (IRF).

Le calendrier des examens est en cours de finalisation à Paris. Concernant plus spécifiquement le DNB, le Directeur de l'élémentaire indique que le Proviseur travaille sur ce dossier. Les épreuves écrites sont actuellement prévues les 18 et 19 juin. Or, à Stockholm, le 19 juin correspond à *Midsommar*, jour férié, ce qui crée un problème organisationnel. Une situation similaire s'était déjà présentée il y a deux ans, lorsque l'épreuve de philosophie de terminale tombait le jour de la *Nationaldag*. Il essaie donc de faire étudier des modalités d'organisation alternatives pour le DNB à Stockholm. À cette fin, le Proviseur a contacté l'Académie de Lille, qui est en charge de la gestion des examens pour la ZENOS.

Concernant la pédagogie, quelques retards ont été constatés dans la planification, en raison du décalage dans la définition des structures pédagogiques en fin d'année dernière. Ces difficultés ont toutefois été surmontées et, comme cela avait déjà été indiqué lors du précédent CA, la rentrée s'est finalement bien déroulée. La planification des voyages et projets pédagogiques a reçu un avis favorable unanime lors du Conseil d'établissement de fin septembre, sur la base d'une priorisation des voyages car, cette année, le budget était plus contraint (1 400 000 SEK alloués aux projets et voyages). Il a été décidé de procéder à une planification sur deux ans. Ainsi il n'y aura pas de voyage linguistique au lycée cette année, le voyage en Pologne ayant été priorisé. Aucun projet n'ayant été déposé, il n'y aura pas non plus de voyage à Gotland cette année. Les voyages à l'élémentaire sont, quant à eux, reconduits. Il a également été acté que les élèves de 3^e de l'année prochaine, qui ne bénéficieront d'aucun voyage cette année, se verront priorisés pour l'organisation d'un voyage scolaire l'an prochain au niveau du collège. En outre, les équipes avaient déposé des demandes de subventions auprès de l'AEFE et l'établissement a obtenu 10 000€ de subventions pour divers projets pour l'établissement. Enfin, des élèves hispanophones de 1^{ère} tentent d'organiser et de financer un voyage par leurs propres moyens et il y a des discussions en cours pour étudier la faisabilité de ce voyage.

Concernant les ressources humaines, le Directeur de l'élémentaire indique qu'il sera nécessaire de renégocier les accords locaux concernant le temps de travail, la convention collective ayant changé en mai 2026. La DRH confirme : une nouvelle convention collective est entrée en vigueur et a un impact direct sur les accords locaux. Il sera donc nécessaire de procéder à leur adaptation pour la prochaine année scolaire. Le Directeur de l'élémentaire indique que le travail sur les accords locaux permettra également une réflexion sur la formalisation des missions des enseignants. Un des objectifs est notamment d'examiner comment intégrer sereinement et efficacement la mission de remplacements, dans le cadre de l'annualisation des services des enseignants, principalement au second degré.

Concernant la carte des emplois de l'AEFE, deux postes sont susceptibles d'être vacants en vue de la rentrée 2026 : une enseignante a demandé une prolongation exceptionnelle de son détachement. Le



retour du ministère de l'Éducation nationale n'a pas encore été reçu. Une collègue concernée ne s'est pas encore positionnée pour savoir si elle souhaitait prolonger son contrat ou non. La campagne de recrutement a été lancée et les candidatures doivent être déposées avant le 1^{er} décembre. À ce jour, peu de candidatures ont été reçues pour ces deux postes. Par ailleurs, pour l'année prochaine, trois enseignants détachés ont demandé un temps partiel. Même si l'AEFE recommande de rester prudent en raison des impacts financiers pour la Fondation de ces demandes, le Proviseur devrait donner un avis favorable à ces trois demandes car le coût a été estimé à environ 60 000 couronnes sur l'année.

Le Conseil discute des différentes subventions reçues par l'AEFE, tant pour les projets pédagogiques que pour les investissements. Le Directeur de l'élémentaire présente un diagramme présentant l'évolution de la part nette, par élève, de l'AEFE vis-à-vis de la Fondation : elle illustre l'apport financier de l'AEFE au fonctionnement du LFSL, net des refacturations payées par la Fondation. Il demande au DAF de l'expliquer aux membres du Conseil. Le DAF précise que l'aide nette de l'AEFE représente la différence entre les dépenses de l'AEFE en vue du fonctionnement de la Fondation et les montants refacturés à la Fondation, ramené au nombre d'élèves. Ces dépenses comprennent la part de la masse salariale que l'AEFE ne facture pas à l'établissement, les bourses scolaires, la quote-part du coût des services centraux de l'AEFE, couvrant la gestion des questions administratives et financières, ainsi que les subventions diverses. Il précise que cette part nette évolue entre 2000 et 2400€ par élève, avec une nette augmentation en 2024 (à plus de 3000€) du fait des subventions reçues pour le soutien au projet immobilier d'extension de l'annexe. Mme Marion Grönberg demande des précisions sur le pourcentage de contribution du LFSL et constate que, pour le moment, le partenariat avec l'AEFE reste avantageux pour l'établissement.

Par rapport à la communication et à l'attractivité du LFSL, le Directeur de l'élémentaire indique qu'une nouvelle stratégie a été mise en place pour l'entrée en CP, car ce niveau est stratégique au regard de son impact sur les effectifs globaux via la montée de cohortes. Cette année, 71 élèves se sont inscrits en CP alors que seulement 30 venaient de la Förskola. Les calendriers de présentation de la classe de CP ont été avancés et la réunion de présentation, habituellement en février, aura lieu début décembre. Une communication a été lancée auprès des Förskolor locales pour inviter les familles intéressées, y compris celles bilingues, à assister à cette réunion (3 décembre). Les retours ont été favorables, les Förskolor locales s'étant déclarées prêtes à aider à la promotion de l'établissement. Concernant la stratégie de rétention, un flyer sera diffusé, mettant en avant les réussites des élèves, le fait que les élèves ayant un baccalauréat français avec un niveau de suédois satisfaisant bénéficient d'une orientation favorable dans les universités suédoises. L'objectif est de montrer que le bac français constitue une opportunité et une chance pour mieux intégrer le post-bac, y compris en Suède.

Mme Marion Grönberg demande si des statistiques mises à jour sur les choix d'orientation post-bac seraient disponibles. Elle précise qu'au dernier Conseil, les derniers choix d'orientation n'avaient pas encore été finalisés, notamment pour les élèves poursuivant leurs études en Suède, et qu'il restait des inconnues. Le Directeur de l'élémentaire répond que le Proviseur a réalisé un travail important pour le premier Conseil d'établissement et qu'il dispose donc des tableaux d'orientation post-bac, basés sur les bacheliers de l'année dernière. Ces données pourraient être présentées lors du prochain CA.



Le Directeur de l'élémentaire indique également que les partenariats avec l'AEFE se poursuivent activement. Au primaire comme au secondaire, de nombreux échanges et projets sont réalisés et plusieurs classes participent à des initiatives de l'AEFE, telles que le tournoi d'échecs, un projet pluridisciplinaire autour de la danse et des projets proposés par l'IRF ou l'IFS. Le partenariat local se poursuit également avec la Semaine Nobel et les échanges avec l'APE. Ces projets contribuent de manière significative au développement et à la dynamique de l'établissement.

Par rapport à la sécurité et l'immobilier il note que la situation immobilière sera abordée ultérieurement, car spécifique et traitée par le DAF mais il note que le plan particulier de mise en sûreté (PPMS) a été mis à jour et validé. Concernant le projet de « Göteborg », le Président note que de nombreuses évolutions ont eu lieu et mentionne l'arrivée d'une volontaire service civique au sein de l'établissement à ce sujet. Le Président remercie notamment la COCAC et l'Ambassade, car c'est grâce à leur intermédiaire que cette ressource a pu être mobilisée.

En ce qui concerne la préparation de la rentrée, le Directeur de l'élémentaire informe les membres que, cette année, l'établissement cherche à définir les structures pédagogiques beaucoup plus en amont par rapport à l'an dernier. Les choix des familles et des élèves seront pris en compte avant la fin du 2^e trimestre, afin de pouvoir construire des structures pédagogiques adaptées au plus tard fin mars. Cela représente un enjeu important pour le lycée, avec un impact sur le budget, l'organisation des cours et les structures de première et de terminale, notamment en fonction des groupes et des spécialités. Dans le cadre de cette planification, l'objectif est de définir des structures pédagogiques soutenables pour l'établissement.

Les inscriptions en CP sont également avancées, dans le but de fournir aux familles des réponses anticipées à la fin février, avant qu'elles reçoivent les décisions de la ville, et de pouvoir définir les effectifs du primaire plus tôt.

Concernant la prévision d'effectifs, le Proviseur a arrêté des effectifs obtenus via des taux de passage apparents moyens sur les dernières années. Dans ce cadre, l'année prochaine, 701 élèves sont attendus sur la partie homologuée, ce qui représenterait 791 élèves pour l'ensemble de la Fondation. Ce tableau permettra de commencer à construire le budget pour l'année scolaire. L'objectif est de disposer d'une première estimation des effectifs dès le mois de janvier, afin de pouvoir échanger sur les frais de scolarité lors du prochain Conseil d'administration. Le Président précise qu'il travaille étroitement avec le Proviseur et le DAF pour élaborer un budget aussi réaliste que possible. L'objectif est de disposer d'une prévision solide en termes de volume, car ce sont principalement les effectifs qui conditionnent la trajectoire financière du lycée. Cette approche permettra, dans un second temps, de se positionner sur les frais de scolarité, en tenant compte à la fois de l'effet volume et de l'effet marge. Il souligne que, bien que l'on prévoie 791 élèves, cela ne doit pas être interprété comme une ambition maximale, mais comme une base réaliste pour la construction du budget.

Le Président félicite le Directeur de l'élémentaire pour la qualité de sa présentation du rapport du Proviseur et propose de passer au point suivant concernant la Förskola.



b) Rapport de la Provisure de la Förskola

La Provisure de la Förskola indique que la situation générale durant l'automne a été marquée par le calme et la sérénité au sein de l'établissement : personnel satisfait, enfants satisfaits, parents satisfaits. Elle souligne que cette période s'est déroulée dans de très bonnes conditions.

Concernant les effectifs, il est signalé que quatre départs tardifs ont eu lieu en août et septembre. Bien qu'une liste d'attente existe, il est difficile d'inviter de nouvelles familles à intégrer l'établissement à cette période de l'année. En effet, les familles ayant déjà organisé leurs vacances et entamé l'année scolaire préfèrent éviter un changement en septembre. Un important travail de prospection est mené conjointement avec M. Fournier afin de trouver des familles acceptant une place.

À ce jour, la Förskola accueille 89 enfants. L'arrivée d'un dernier enfant est prévue le 12 janvier, ce qui portera l'effectif à 90. Cependant, au regard du tableau présenté plus tôt, une discussion est en cours parmi le personnel concernant l'opportunité de constituer des groupes de 22 enfants pour la dernière année de maternelle. La Förskola disposant d'une seule salle de classe pour ce niveau, de tels groupes pourraient entraîner une forte augmentation du niveau sonore. Aucune décision n'a encore été prise. La Provisure de la Förskola précise qu'elle examinera ce point avec le DAF, notamment en ce qui concerne le budget, les ressources en personnel et les autres coûts, afin d'évaluer les possibilités de réduire légèrement les groupes.

Par ailleurs, avec l'élection du nouveau CA, il est nécessaire de signaler ce changement à la Ville de Stockholm, comme cela avait été fait précédemment. La Provisure de la Förskola remplira le formulaire avec le DAF. Il est possible que certaines questions soient adressées au Conseil, et notamment à M. Oliver Cureau, afin de finaliser cette déclaration de changement.

Il est également rapporté que se sont tenus récemment un Conseil des parents et un Conseil des enfants. La Provisure de la Förskola souligne que le Conseil des enfants est particulièrement remarquable : les élèves, chargés de représenter leurs camarades, doivent présenter deux points positifs et un point à améliorer. Ils se montrent très motivés et viennent préparés, avec des notes pour ne rien oublier. Les suggestions recueillies sont jugées très intéressantes.

Elle indique ensuite qu'elle reviendra plus tard dans la réunion sur un point nécessitant une décision concernant l'organe de veille.

Enfin, un échange a eu lieu avec le Directeur de l'élémentaire concernant la possibilité d'obtenir le label France Éducation. Avec l'appui de l'Institut français, il a été constaté que la réglementation a évolué et que ce label n'est désormais plus accessible aux structures de maternelle ni aux dispositifs périscolaires. Une réflexion sera néanmoins menée sur l'obtention éventuelle d'un autre type de reconnaissance, notamment le label FLAM. Ce point n'a pas encore pu être approfondi, mais sera étudié prochainement.



c) Rapport Périscolaire – Fritids Le Directeur de l'élémentaire rappelle aux membres le départ d'Emma Nordström, directrice du Périscolaire-Fritids, le 12 septembre et indique que la procédure de recrutement a été lancée dès le mois d'août. Il indique que le nouveau Directeur du Périscolaire-Fritids, Jimmy Kissi Andersson, est arrivé le lundi 12 novembre et qu'il possède une solide expérience et est également professeur certifié de musique. L'objectif est de s'appuyer sur lui pour assurer la pérennité et le bon fonctionnement de ce service. Actuellement, la période de transition est en cours : il prend ses fonctions et rencontre l'ensemble du personnel. Très prochainement, il aura l'autorité complète pour gérer le Fritids. Pour information, il est suédophone et s'est engagé à améliorer son français afin de participer pleinement aux activités.

La situation générale a en outre été quelque peu compliquée en septembre, octobre et début novembre, en raison d'absences répétées de certains membres du personnel et d'une absence prolongée d'un membre du personnel pédagogique. Le recrutement de vacataires a été difficile, ce qui a perturbé la stabilité et l'organisation. Un remplaçant a récemment été trouvé et l'arrivée conjointe du M. Kissi Andersson devrait permettre un meilleur fonctionnement de l'équipe.

La Provisoire de la Förskola a déjà abordé les points relatifs à l'encadrement, qui sont similaires à ceux évoqués pour la Förskola. Ces points ayant été présentés précédemment, le Directeur de l'élémentaire n'y revient pas.

Mme Marion Grönberg indique que, sur l'année, il existe certains défis et elle a été surprise de constater qu'ils n'avaient pas été mentionnés dans les comptes rendus précédents. Le Directeur de l'élémentaire répond que ces défis concernent surtout l'organisation de l'équipe prenant en charge d'un niveau donné. Il précise qu'il a déjà rencontré ces pédagogues, discuté de ces points avec le Directeur du Périscolaire-Fritids nouvellement arrivé et qu'ils se sont fixés des objectifs pour encadrer ce groupe, renforcer l'encadrement et ajuster certaines pratiques pédagogiques.

Le Président propose de revenir sur ce sujet dans un prochain conseil au printemps afin de permettre au Directeur de l'élémentaire d'évaluer l'évolution de la situation et de déterminer s'il s'agit d'éléments circonstanciels ou structurels. Il exprime l'espoir que ces incidents soient plutôt circonstanciels.

d) Rapport RH

La DRH fait le point sur le recrutement et la gestion du personnel : un enseignant en suédois est parti à la retraite et a été remplacé, une enseignante d'anglais en primaire a également été remplacée et un agent d'accueil et un membre du personnel du Fritids, actuellement en congé maladie, ont été remplacés.

Un bilan des incidents et accidents pour l'année scolaire 2024-2025 a été réalisé : 2 incidents au niveau du personnel, 4 accidents de trajet, 3 accidents de travail. La DRH souligne toutefois la prudence à avoir concernant ces chiffres, car certains incidents ou accidents pourraient ne pas avoir été déclarés. Un travail est en cours avec les représentants syndicaux et du personnel pour sensibiliser à l'importance de ces déclarations, rappelant que l'assurance permet de prendre en charge ces situations.



La DRH annonce également la mise en place d'un nouveau système de gestion du temps et des RH (FLEX). Le premier traitement de salaire a été effectué avec succès avec cet outil. Ce système facilite les processus administratifs : la Direction ainsi que les équipes se disent satisfaites de ce changement.

Un ajustement de titre est en cours de communication concernant M. Thomas Nicholas, arrivé en mars, afin d'adapter celui-ci à ses responsabilités réelles : il sera dorénavant nommé Directeur des Dispositifs linguistiques et Internationaux. Cette information est partagée avec les équipes et les instances concernées.

La période des entretiens professionnels pour l'ensemble du personnel local touche à sa fin. La DRH annonce également une augmentation du tarif cantine à 53 couronnes par repas, effective à partir du 1er octobre.

Une plateforme de signalement a été mise en place par l'AEFE pour les actes de violence, discrimination, harcèlement ou comportements sexistes dans le cadre professionnel, conformément aux obligations légales de l'employeur en France. Elle concerne également le personnel de droit suédois lorsqu'un personnel détaché est concerné (comme témoin, victime ou auteur).

Enfin, la DRH a partagé la nouvelle politique sur l'environnement de travail qui a été définie, ainsi que le bilan de la formation continue au LFSL pour l'année 2024-2025.

Le Président remercie la DRH pour son exposé et souligne que toutes les informations sont très bien suivies et parfaitement organisées.

e) Rapport Financier

Le DAF présente son rapport pour les mois d'août et septembre et rappelle qu'il s'agit du tout début de l'année scolaire. Il précise que ces données ne sont pas représentatives de l'année complète et qu'il n'est pas possible d'en extrapoler des tendances fiables.

Il explique que plusieurs facteurs influencent fortement les résultats de cette période : des achats importants sont réalisés en début d'année, notamment pour le matériel scolaire, ce qui rend difficile une répartition homogène des dépenses sur les mois ; l'augmentation apparente des dépenses de personnel s'explique par les compensations et congés pris en juillet mais payés en août : ces éléments seront régularisés en fin d'année lors du calcul des droits et congés du personnel et il s'agit donc d'effets liés à la saisonnalité et qui ne seront plus visibles sur le bilan annuel.

Le rapport fait apparaître un résultat plus positif que prévu. Cependant, les revenus indiqués ne sont pas basés sur les montants réellement perçus. En raison d'absences de personnel, il n'a pas été possible d'effectuer le calcul réel ; les estimations ont donc été établies à partir de la base de données, ce qui ne reflète pas totalement la situation financière. Le DAF anticipe plutôt une légère baisse des revenus sur cette



période. Il prévoit une diminution pouvant atteindre jusqu'à 1,2 million de couronnes sur l'année si l'établissement continue d'avoir dix élèves de moins que l'effectif prévu au budget. Pour le reste, les comptes demeurent en ligne avec les prévisions.

Le Président rappelle que l'examen du rapport financier en début d'année est un passage obligatoire, mais que les données à cette période ne sont pas pleinement significatives. Il souligne toutefois que la situation de trésorerie, demeurant positive comme lors du précédent Conseil, constitue un élément rassurant. Le DAF confirme que le rapport présenté intègre une prévision de la liquidité pour l'ensemble de l'année, permettant d'avoir une vision d'ensemble malgré les effets de saisonnalité.

Le Président remercie ensuite les équipes pour leur engagement et leur rigueur dans la gestion de l'établissement. Il rappelle que, si la mission première du lycée est d'assurer l'enseignement et de former des élèves autonomes, cette mission ne peut être pleinement remplie que si l'établissement est solidement géré, tant dans ses ressources financières que dans l'encadrement et l'organisation du personnel.

Il exprime, au nom du Conseil, sa reconnaissance pour le travail accompli au quotidien par les équipes administratives, pédagogiques et éducatives (RH, Fritids, Förskola et Lycée) et souligne que le Conseil, bien que se réunissant périodiquement seulement, accorde toute sa confiance à ces équipes pour la bonne tenue de l'établissement.

6. Points d'information

a) Statuts de la Fondation

En l'absence du Proviseur, le Président introduit le point relatif aux statuts. Il remercie d'abord les équipes, puis rappelle que ce point constitue une information importante pour la suite de l'ordre du jour.

Il rappelle qu'un travail approfondi avait été réalisé par le Proviseur et qu'une décision avait été prise lors du Conseil du mois d'août. Cette décision consistait à solliciter une extension du champ d'exercice du Lycée français de Stockholm en vue de l'ouverture du nouveau site de Göteborg. L'objectif était d'élargir l'objet social afin de permettre au Lycée de Stockholm d'exercer également à Göteborg, ce qui avait été considéré comme une modification acceptable et cohérente.

Un vote avait alors validé le principe de notifier de ce changement l'autorité compétente, en précisant que, conformément à la loi, l'absence de réponse sous trois mois vaudrait absence d'obstacle. Le dépôt de la demande ayant été fait le 7 août, la date d'échéance théorique était le 7 novembre.

Le Président explique qu'il avait initialement été constaté qu'aucune réponse n'avait été reçue. Toutefois, il est apparu récemment qu'une réponse avait bien été envoyée le 7 octobre, mais qu'elle n'était jamais parvenue aux destinataires car redirigée vers un dossier de courrier indésirable. Cette réponse était défavorable : selon l'autorité, l'extension du champ géographique du Lycée français de Stockholm à Göteborg ne peut être décidée par la Fondation seule, doit être autorisée par cette même autorité et la modification demandée ne peut pas être autorisée selon elle.



Cette découverte constitue une mauvaise surprise, et place désormais l'établissement dans l'obligation de préciser d'ici au 24 novembre si la Fondation poursuit sa démarche de changement de statut. Deux options se présentent : soit abandonner la demande, ce qui permettrait d'obtenir le remboursement des frais engagés, d'un montant d'environ 12 000 couronnes ; soit envisager une reformulation de la demande, en sollicitant un réexamen de la décision.

Le Président partage ce qu'est son analyse : il estime que l'autorité ne modifiera vraisemblablement pas sa position. Toutefois, le Provisur dispose d'un rendez-vous ce vendredi avec un cabinet d'avocats recommandé. Selon ce cabinet, il pourrait être possible de reformuler la demande d'une manière susceptible de conduire à un accord. La proposition du Président est donc la suivante : attendre l'avis du cabinet d'avocats, pour ensuite décider, en fonction de la pertinence de leur recommandation, soit de reformuler officiellement la demande, soit d'y renoncer et de solliciter le remboursement des frais d'ici le 24 novembre.

Mme Marion Grönberg indique qu'elle a eu un retour concernant les statuts de certaines fondations et rappelle que, dans ce type de structure, il est indispensable que la "porte de sortie" soit prévue dès l'origine. Elle considère qu'il n'est pas coûteux d'attendre le rendez-vous prévu vendredi, mais estime qu'il serait sans doute préférable de ne pas consacrer davantage de temps et d'énergie à cette voie, et plutôt d'investir les efforts dans une solution alternative, compte tenu du temps limité du Provisur et des équipes. Selon elle, les échos qu'elle a obtenus laissent penser que cette démarche n'aura pas d'issue favorable. Elle précise que la réponse de Kammarkollegiet a été claire et précise dans son refus de la demande de notification de modification de statuts et sur une éventuelle demande d'autorisation de modification.

Mme Anne Ruchaud partage cette analyse. Elle rappelle que la personne qui a été en contact le plus étroit avec Länsstyrelsen et Kammarkollegiet, à savoir Mme Françoise Guionneau, avait déjà indiqué que la démarche avait très peu de chances d'aboutir. Bien qu'elle ait estimé qu'il fallait tout de même tenter la procédure, elle restait convaincue que celle-ci n'aboutirait pas.

Le Président souligne qu'il était nécessaire d'explorer cette voie, qui paraissait la plus simple et la plus évidente pour avancer sur le dossier. Il indique toutefois qu'il partage l'analyse de Mme Marion Grönberg et qu'il pense également que la démarche a peu de chances d'aboutir. Néanmoins, puisqu'une consultation avec un avocat est prévue vendredi avec le Provisur — consultation qui, précise-t-il, ne génère pas de coût supplémentaire — le Président propose de laisser le Provisur se forger une opinion éclairée à l'issue de cet entretien. Si l'avis de l'avocat est clairement négatif, il suggère alors de répondre immédiatement à Kammarkollegiet et de demander le remboursement des sommes engagées. En revanche, si l'avocat estime qu'un recours demeure possible, la piste pourra être poursuivie.

Le Président ajoute qu'il s'attend à être contacté par le Provisur dans la journée de vendredi à ce sujet. Il précise ne pas être très optimiste, mais rappelle que tant le Provisur que lui-même ont beaucoup travaillé sur ce dossier et qu'il était important d'aller au bout des vérifications, même si la conclusion n'est pas celle



espérée. Il insiste enfin sur le fait que cet échec éventuel ne remettrait nullement en cause l'engagement du Conseil, et qu'il existe d'autres moyens d'associer le lycée de Göteborg au LFSL.

Mme Stéphanie Cozon s'interroge et demande s'il ne serait pas possible pour les porteurs du projet à Göteborg de créer leur propre fondation, ce qui constituerait une alternative permettant d'avancer sans dépendre d'une modification des statuts du LFSL. Le Président confirme qu'une autre voie pourrait consister à ce que la structure de Göteborg adopte sa propre forme juridique, le LFSL pouvant alors intervenir en tant que partenaire technique. Cette possibilité reste ouverte, mais le dossier est encore en cours d'examen. Il indique que la solution retenue pourrait être une fondation ou tout autre statut juridique approprié. Il souligne que ce changement d'orientation ne remettrait pas en cause l'engagement de la Fondation, qui pourrait être formalisé par une convention de partenariat, ce qui est parfaitement conforme au cadre réglementaire. En revanche, il ne semble plus envisageable de considérer Göteborg comme une « annexe » du Lycée, ce qui aurait eu de nombreuses implications, tant vis-à-vis des autorités suédoises que de l'AEFE, notamment en matière de reconnaissance institutionnelle et de structuration administrative.

Le Président rappelle que la solution initialement envisagée — l'extension du champ d'exercice du Lycée à Göteborg — aurait été particulièrement élégante et cohérente. Il dit partager la déception de l'ensemble des personnes impliquées, notamment la COCAC, ainsi que celle de l'Ambassade de France, très engagée sur ce dossier. Toutefois, en l'absence d'autorisation, il estime qu'il ne sera probablement pas possible de retenir cette option. Il conclut en indiquant qu'il attend tout de même l'avis de l'avocat lors du rendez-vous de vendredi, sans vouloir clore définitivement cette piste avant cette échéance, mais en considérant que la probabilité d'aboutissement reste faible.

La COCAC intervient pour indiquer que l'Ambassade partage l'analyse présentée. Elle souligne qu'il semble difficile d'aller à l'encontre de la position clairement exprimée par Kammarkollegiet. Elle précise toutefois que, quelle que soit l'issue de cette démarche, une solution juridique sera trouvée, qu'il s'agisse d'une fondation ou d'une autre structure adaptée. Elle réaffirme que le développement du projet à Göteborg demeure une priorité importante pour le poste diplomatique.

Le Conseil convient que les membres seront informés de la décision — qu'il s'agisse de poursuivre ou non la démarche — dès qu'elle aura été prise le vendredi suivant le conseil.

b) Infrastructures

Le DAF rappelle qu'une demande de dommages et intérêts pour négligence à l'encontre du porteur de projet de l'annexe a été présentée. À l'époque, son assurance avait demandé des précisions et posé des questions complémentaires, auxquelles l'établissement a répondu au mois de mai. Depuis, c'est à l'assurance de fournir une réponse à la demande de la Fondation. Il indique que cette réponse a été reportée à plusieurs reprises et est maintenant prévue pour le 21 du mois en cours. Le report est dû à l'indisponibilité de la personne responsable du projet. Le DAF souligne que l'absence de cette personne a perturbé le suivi du projet depuis le début des travaux, ce qui a contribué à retarder certaines étapes.



Il précise que les travaux sont désormais finalisés et que les démarches pour obtenir le permis de finalisation sont en cours. Il s'agit principalement de certifications de sécurité, telles que la vérification des alarmes incendie et autres dispositifs de sécurité, qui doivent être validées par des consultants. Ces étapes, bien que mineures, nécessitent une coordination que la personne mentionnée ci-dessus assurait initialement. Les tests ont été réalisés récemment et semblent conformes aux exigences.

Le DAF indique par ailleurs que l'établissement se réserve la possibilité d'augmenter le montant de sa demande de dommages et intérêts, étant donné que des travaux supplémentaires, notamment concernant l'obtention du permis, ont été réalisés depuis la soumission initiale.

Le DAF poursuit en indiquant que, sur le site principal, une évaluation du bâtiment est actuellement menée par le propriétaire en vue des travaux de rénovation prévus dans trois ans. Dans ce cadre, SISAB a de nouveau interrogé la direction sur ses attentes quant à la future organisation : comment souhaitons-nous nous organiser ? quelles sont nos intentions et quelles seraient nos attentes après les travaux ? SISAB a indiqué que toute demande supplémentaire serait à la charge du LFSL et la Direction a donc réaffirmé qu'elle n'est pas en mesure de fournir des réponses car elle ne dispose d'aucune information lui permettant de définir comment le LFSL fonctionnerait après la rénovation, ni même la garantie qu'il pourra réintégrer le bâtiment principal. Ainsi, tant que les travaux sont menés sans engagement financier de la part du LFSL et sans avoir à donner d'instructions ou d'orientations, la Direction continue d'observer la situation.

La direction a pris l'attache d'un cabinet d'avocat spécialisé pour identifier ses droits et être accompagnée dans les discussions avec SISAB sur les responsabilités respectives dans le cadre de ce projet. Le DAF passe ensuite au deuxième projet.

Il présente les autres possibilités étudiées, notamment la piste la plus avancée et déjà présentée. Des échanges ont eu lieu avec le promoteur concerné et la ville de Stockholm autour des limites envisagées par la ville sur ce projet.

Le Président ajoute qu'il s'agit, à ce stade, uniquement d'un point d'information, mais que l'équipe poursuit clairement la stratégie annoncée : à la fois une démarche exigeante vis-à-vis de SISAB, et, en parallèle, la recherche active d'un site alternatif. Les deux axes avancent donc simultanément. Il précise qu'il n'est pas possible d'en dire beaucoup plus pour le moment, si ce n'est que le travail se poursuit. Il souligne qu'il est nécessaire de laisser le temps aux démarches d'aboutir et aux rencontres de se tenir. Voilà ce qu'il estime pouvoir communiquer à ce stade sur le sujet.

Le DAF rappelle que les autres pistes ont été abandonnées et que seules deux options restent désormais à l'étude. L'objectif, dans les prochaines semaines, est de faire avancer le dossier aussi rapidement que possible.

c) Suivi d'homologation

Le Directeur de l'élémentaire prend ensuite la parole pour faire le point sur le suivi d'homologation. Il explique que le schéma diffusé en séance reprend le cycle d'évaluation des établissements, un cycle



similaire à celui appliqué en France et qui se superpose à celui des lycées français à l'étranger. Ce cycle prévoit une évaluation de l'établissement, interne et externe, en année N, puis en année N+1, la formalisation du projet d'établissement, avant le bilan et le renouvellement du cycle en année N+5.

À partir du diagnostic posé lors de la visite d'homologation ou de suivi d'homologation, plusieurs documents doivent être rédigés, dont le document unique, qui correspond au projet d'établissement. Ce document peut ensuite être actualisé dans les années suivantes, compte-tenu du rapport annuel sur le fonctionnement de l'établissement élaboré par le Proviseur. La rédaction de ces documents s'appuie à la fois sur la visite d'homologation et sur les auto-évaluations conduites au sein de l'établissement : questionnaires aux familles, enseignants, élèves, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées, qui correspondent pour la Fondation au projet de zone de l'AEFE et de la Fondation.

Pour le LFSL, l'année en cours correspond à une année de suivi d'homologation, procédure qui intervient normalement tous les cinq ans. La précédente visite remontant à 2018, le calendrier a été décalé en raison des retards accumulés par le ministère de l'Éducation nationale après la période de Covid. L'établissement a été informé en juillet que cette année il serait concerné par un suivi. Il rappelle ensuite ce qu'est l'homologation : il s'agit de la reconnaissance officielle, par la France, de la conformité du fonctionnement de l'établissement au système éducatif français (programmes, enseignements, principes et valeurs). L'homologation constitue un gage de qualité : pour les élèves, elle garantit la continuité des parcours scolaires et permet de passer les examens (brevet, baccalauréat) sous statut scolaire et non en candidats libres, ce qui inclut la prise en compte du contrôle continu ; pour l'établissement, elle confirme son appartenance au réseau de l'AEFE et au soutien qui en découle.

Il détaille ensuite la procédure en cours : en amont de la visite, prévue les 1^{er} et 2 décembre, un rapport complet a été transmis le 27 octobre et est disponible sur AdminControl. L'équipe a disposé d'environ un mois et demi pour préparer ce dossier, qui couvre tous les aspects de l'établissement : pédagogie, politique RH, immobilier, infrastructures, dispositifs éducatifs (lutte contre le harcèlement, projets culturels, politique des langues, etc.). Chacun des services a contribué à ce travail, dont une synthèse a été réalisée. Le rapport final atteint environ 80 pages et reflète l'ensemble des contributions apportées. Il poursuit en indiquant que le rapport est conséquent, mais qu'il reflète fidèlement l'ensemble de ce qui est mené au sein de l'établissement ; il le juge très complet.

Les deux inspecteurs référents de la zone assureront la visite de suivi. Il précise que la visite aurait pu être menée par un inspecteur général de l'Éducation nationale, mais que cela ne sera pas le cas pour cette session. Il s'agira de Monsieur Échard et de Madame Merlet. Il ajoute que le planning de la visite a été construit. Celui-ci prévoit notamment une visite complète des sites et des locaux, ainsi qu'une présence en classe, d'une durée de 20 minutes par séquence. Il souligne que ce temps est important compte tenu du fait que les inspecteurs souhaitent observer tous les niveaux et toutes les disciplines, tant dans le premier degré que dans le second degré, ce qui rend leur journée particulièrement dense. Il précise qu'il faudra veiller à couvrir l'ensemble des disciplines et tous les niveaux. Les inspecteurs ne se rendront pas dans chaque classe, mais ils doivent pouvoir observer au moins un exemple de chaque niveau. Ils rencontreront également les équipes pédagogiques, les AESH, les AED et les professeurs documentalistes, dans le cadre notamment du plan lecture et du plan français portés par l'AEFE, ainsi que tous les



responsables des différents dispositifs. Des rencontres avec la Direction sont également prévues, ainsi qu'un temps d'échange avec les membres du Conseil d'administration disponibles. Il rappelle que le Proviseur a déjà contacté les administrateurs afin de vérifier leurs disponibilités pour échanger avec les inspecteurs. À la demande de précision concernant la tenue de la réunion avec les membres du Conseil d'administration, le Directeur de l'élémentaire répond que le planning des rencontres avec les enseignants et le personnel de l'établissement a été finalisé avec l'ensemble de l'équipe de direction. Il précise que le Proviseur, qui n'a pu être présent lors de cette finalisation mardi dernier, confirmera prochainement les détails et la participation des membres du Conseil d'administration pour le 2 décembre. Il souligne que les inspecteurs ne souhaitent pas nécessairement rencontrer tous les membres du conseil, ni tous les personnels, l'objectif étant de prendre la « température » générale de l'établissement. Même lorsqu'ils se rendent dans les classes, il est bien précisé qu'il ne s'agit pas d'une évaluation individuelle des enseignants. Leur observation vise plutôt à apprécier la politique pédagogique menée et la manière dont elle est pilotée par les chefs de service.

Ces éléments feront l'objet d'un rapport de visite. Le Directeur ne connaît pas encore le délai de remise de ce rapport, mais il précise que, dès la fin de la mission, une rencontre avec les inspecteurs permettra d'obtenir des pistes de travail utiles à la construction du projet d'établissement, qui est en cours de réécriture cette année.

Le Président tient à remercier particulièrement le Proviseur, soulignant qu'il mérite d'être chaudement félicité pour le travail accompli. Il qualifie le rapport de véritable cartographie du lycée, un travail remarquable, effectué avec un grand soin et une grande précision.

Les membres discutent ensuite des attentes des inspecteurs et de l'organisation des différentes réunions prévues dans le cadre du suivi d'homologation.

d) Actualités et impacts potentiels sur la Fondation du modèle économique de l'AEFE

Le Président présente ensuite le point sur le modèle économique de l'AEFE, en soulignant la situation dégradée des finances de l'État français et ses conséquences possibles pour l'AEFE. Il indique que le budget de l'Agence pourrait être fortement réduit, avec une estimation d'environ 70 millions d'euros sur 400 millions. Le Président précise qu'il ne peut pas fournir toutes les informations car certaines décisions restent contingentes, mais il partage les éléments connus pour assurer une transparence totale. Parmi les pistes envisagées par l'AEFE pour réaliser des économies figure l'intégration de la pension civile des personnels détachés dans la refacturation aux établissements. Concrètement, cela reviendrait à faire supporter aux lycées les engagements de retraite des personnels détachés. L'application de cette mesure représenterait une charge importante pour le lycée, mais il précise qu'il ne s'agirait pas d'une décision ciblée sur Stockholm, mais d'une mesure d'ordre général.

Le Président rappelle que, pour l'instant, cette charge n'est pas appliquée et qu'aucune décision finale n'a été prise. L'orientation sera décidée par le Conseil d'administration de l'AEFE le 27 novembre, date à laquelle le budget devrait être voté et l'impact éventuel sur les établissements défini. Il estime que, si la mesure est adoptée, son effet serait différé et non immédiat, probablement au-delà de 2026. Il recommande toutefois de prévoir cette éventualité dans le budget du lycée, lors du prochain vote, en



anticipant une partie de cet engagement de retraite afin de ne pas se retrouver dans l'ignorance des charges futures.

Le Président souligne que la situation nécessite de la prudence et de la créativité financière, mais rappelle également que le Lycée français de Stockholm a toujours fait preuve d'exemplarité dans la maîtrise des dépenses. Les pistes d'adaptation à explorer incluront, le cas échéant : les effectifs par classe, les effets de seuils éventuels sur la structure pédagogique, les droits de scolarité et la gestion prévisionnelle des ressources humaines, notamment pour les personnels détachés par l'État français. Pour le personnel sous statut de droit suédois, les engagements de retraite sont déjà pris en charge par l'établissement.

Il conclut en précisant que ces informations sont partagées à titre indicatif et qu'aucune décision définitive n'a encore été prise. Les membres sont invités à prendre note et à poser d'éventuelles questions, en soulignant que les principaux travaux liés à ces ajustements seront menés par le DAF et le Proviseur, avec son appui et son conseil pour l'année à venir.

Mme Marion Grönberg demande si une estimation du coût maximal a été réalisée, dans l'hypothèse où le LFSL devrait supporter l'ensemble des charges mentionnées liées aux engagements de retraite des personnels détachés. Le DAF répond qu'une estimation existe et la partage avec les membres du conseil.

Le Président conclut en rappelant le contexte et l'impact potentiel de la situation budgétaire. Il précise que la charge ne serait sûrement pas supportée d'un seul coup et qu'il faudra attendre la décision du Conseil d'administration du 27 novembre pour connaître l'impact exact sur le lycée. À ce moment-là, tous les établissements suivront l'information et devront adapter leurs budgets en conséquence. Il insiste sur la nécessité d'être réaliste dans la préparation du budget, sans être ni trop prudent ni trop ambitieux, afin d'éviter toute décision irréaliste. Si une charge doit être intégrée, il est préférable de l'anticiper dès maintenant dans le budget de l'établissement.

Le Directeur de l'élémentaire ajoute, à titre d'information, qu'un séminaire a eu lieu la semaine dernière avec la participation de la direction de l'AEFE qui s'est engagée à communiquer rapidement sur les mesures qui seront présentées et vraisemblablement adoptées lors du Conseil d'administration du 27 novembre.

Avant de passer au point suivant, les membres discutent des raisons de la baisse du budget de l'AEFE et de la manière dont le LFSL devrait se préparer à cette situation.

e) Projet d'ouverture d'un Établissement Homologué à Göteborg

Sur le projet de Göteborg, le Président soulève les points suivants.

Concernant l'information sur Göteborg, une présentation préliminaire de l'étude de faisabilité a eu lieu. Pour l'instant, cela reste très macro, et il n'est donc pas pertinent d'entrer davantage dans les détails. Le Président souhaite néanmoins rappeler trois points importants. Il indique que le LFSL s'est engagé dans ce projet et qu'il est convaincu qu'il s'agit d'un intérêt majeur, à la fois pour l'établissement et plus largement pour la présence française en Suède. Qu'il y ait ou non des changements statutaires — même si, à ce stade, rien ne laisse présumer de modifications —, il reste dans l'intérêt du LFSL d'être un partenaire



technique du futur établissement. Cette contribution ne viserait pas à générer du profit, mais elle ne serait pas gratuite pour autant. Plusieurs membres de l'équipe sont actuellement impliqués : le Proviseur, la Proviseure de la Förskola et le DAF, ainsi que Mme Marianne Lafont, ressource additionnelle chargée principalement de soutenir le DAF sur les aspects financiers.

Le Président rappelle également que le LFSL n'est pas seul : l'AEFE, représentée par Sophie Grünfelder, déjà venue au LFSL, accompagne également le projet. Son rôle consiste à soutenir l'avancement du dossier et, le cas échéant, à identifier un investisseur potentiel pour Göteborg. Le LFSL serait alors partenaire technique, avec une séparation stricte entre les finances du lycée de Stockholm et celles du futur établissement.

À ce jour, le LFSL — hormis les 12 000 SEK mentionnées précédemment — n'a engagé aucun frais propre. Le travail en cours avec Sophie Grünfelder vise à affiner le modèle économique du futur établissement. L'objectif est d'assurer une cohérence pédagogique et organisationnelle entre les deux lycées, même si leurs structures juridiques seront distinctes. La COCAC confirme que ce projet a un fort soutien du poste diplomatique.

Le Président conclut en réitérant ses remerciements à l'ensemble des équipes impliquées dans le projet, en particulier au Proviseur, à la Proviseure de la Förskola et au DAF.

f) Stratégie financière d'optimisation des recettes de la Fondation

Le DAF prend la parole pour présenter la stratégie financière d'optimisation des recettes de la fondation. Il indique que, compte tenu du contexte, il a semblé nécessaire à la direction de conduire une analyse afin d'identifier les leviers possibles pour augmenter les revenus.

Il commence par une bonne nouvelle récemment apprise : l'État suédois avait lancé une enquête sur le financement des établissements scolaires, qui incluait la proposition de réduire de 6 % les subventions accordées aux écoles privées. Pour notre établissement, cela représenterait une diminution d'environ 3 000 000 SEK par an pour l'élémentaire et le collège ; l'impact sur le lycée restait encore inconnu, l'enquête n'étant pas finalisée à ce niveau. Cependant, il vient d'être informé que cette réforme est suspendue, ce qui constitue une très bonne nouvelle pour la Fondation. Il précise toutefois que cette information n'est pas encore officielle et que les raisons de cette suspension restent inconnues.

Le DAF poursuit en expliquant que, malgré l'incertitude sur la réforme suédoise, un premier travail d'analyse a été réalisé — analyse qui devra encore être approfondie — afin d'identifier les principaux leviers d'optimisation des recettes de la fondation.

1. Augmentation des effectifs : le levier le plus impactant

Selon lui, l'accroissement du nombre d'élèves constitue le levier le plus important : il entraîne une hausse des revenus, tout en générant très peu de coûts supplémentaires dès lors que l'on utilise l'infrastructure existante (mêmes classes, mêmes enseignants).

Il souligne que la stratégie pour mobiliser ce levier diffère selon les niveaux : pour la maternelle et l'élémentaire, une augmentation des effectifs garantit une pérennité des revenus sur plusieurs années,



puisque les élèves restent longtemps dans l'établissement, mais il y a des contraintes d'espace. Pour le lycée, des marges existent en termes d'espace et de structure pédagogique. Mais il est plus compliqué d'accueillir des élèves installés à Stockholm. Il présente succinctement un projet qui pourrait permettre d'accueillir des lycéens pour un an. Il reste donc à définir une stratégie adaptée à chaque niveau.

2. Augmentation des frais de scolarité : un levier limité

L'impact d'une hausse des frais de scolarité reste limité, ceux-ci ne représentant qu'environ 10 % des recettes totales. De plus, il faut trouver un équilibre : une hausse trop importante pourrait entraîner le départ de familles, ce qui provoquerait une baisse globale des revenus. Toute augmentation doit donc être maîtrisée et calibrée avec prudence.

3. Subventions et mécanismes de financement existants

Le DAF rappelle les subventions existantes : celles de l'AEFE correspondantes à la masse salariale économisée grâce aux personnels détachés, au soutien de l'Institut Régional de Formation de la ZENOS pour la formation continue et aux aides municipales indexées sur la situation socio-économique des familles.

Il évoque également d'autres dispositifs plus ponctuels qui peuvent être davantage mobilisés : les subventions spécifiques demandées aux communes de résidence pour les élèves ayant des besoins particuliers (qui nécessitent des dossiers complets avec certificats médicaux), suivies par M. Olivier Cureau et le pôle santé ; les subventions pour projets pédagogiques de l'Institut Régional de Formation de la ZENOS, modestes mais utiles. En revanche, les subventions d'investissement de l'AEFE ne seront plus accordées dans les prochaines années compte tenu de la subvention reçue pour les travaux de l'annexe. : cette source de financement est donc fermée.

4. Autres leviers identifiés

Le DAF liste aussi les autres sources de financement mobilisées : il rappelle les actions menées avec l'APE ou les familles pour le financement de projets pédagogiques et souligne l'importance de remercier officiellement les familles et l'APE dans les rapports.

Il mentionne également des initiatives de parrainage : certaines familles, via leurs entreprises, ont proposé des dons ouvrant droit à une déduction fiscale. Le lycée doit en contrepartie offrir une visibilité à ces sociétés. Il sera nécessaire de formaliser ce type de partenariat afin d'assurer une cohérence avec les valeurs de la fondation et avec les engagements des entreprises.

Enfin, un dernier levier concerne le merchandising, actuellement géré par l'APE avec le logo de la fondation. La collaboration est structurée mais accentuer cette démarche pourrait permettre de développer davantage cette source de revenus.

Mme Marion Grönberg souhaite revenir sur la question des levées de fonds auprès des parents. Elle explique qu'en tant que parent, il est très facile de réagir lorsque l'on apprend que son enfant risque de ne pas partir en voyage — mais que, paradoxalement, lorsque le voyage est confirmé, le message devient moins motivant. Elle propose d'améliorer la communication. Selon elle, si les besoins étaient présentés plus en amont — par exemple : « pour financer telle activité, il faudra lever telle somme ; pour telle autre, telle somme » — cela donnerait davantage de visibilité et de sens aux contributions. Elle reconnaît qu'il existe un



cadre juridique et culturel suédois à respecter, mais pense qu'il serait possible d'imaginer plusieurs niveaux de voyage, avec plus ou moins d'activités ou une durée différente, en fonction du niveau d'engagement des parents. Cela pourrait, selon elle, accroître la motivation à contribuer. Elle poursuit en indiquant qu'il y a sans doute un travail à mener pour soutenir les enseignants et le personnel, car il leur est difficile d'aborder ces sujets directement avec les familles. Il faudrait donc trouver un moyen plus efficace de motiver les parents.

Le DAF souligne également un autre problème, lié aux délais. Les voyages doivent être réservés et payés très tôt, car le prix des vols augmente rapidement. Cela crée une situation contraignante : il n'est pas possible de patienter jusqu'à ce que les parents fassent des dons pour commencer à organiser les voyages. Mme Marion Grönberg propose alors d'anticiper la levée de fonds pour les voyages dès l'année précédente : par exemple, prévoir en classe de seconde le financement du voyage de première, ou en première celui du voyage de terminale. Elle cite notamment le voyage en Pologne, qu'elle espère voir se poursuivre, en soulignant son importance sur le plan éducatif et civique. Dans ce cadre, il serait possible de présenter aux familles un objectif clair pour chaque voyage et d'indiquer que, selon les sommes collectées, le voyage pourra être plus ou moins long, ou comporter plus ou moins d'activités. L'idée est de rendre le message plus transparent et motivant : les familles comprendraient mieux que la réalisation du voyage dépend de leur contribution, et que ce dernier n'est pas un droit automatique mais un projet à soutenir activement.

Le Directeur de l'élémentaire confirme et rebondit sur les propos précédents. Il explique que, depuis le milieu de l'année dernière, l'équipe travaille sur une nouvelle charte des voyages. Il précise que cette charte devrait intégrer l'idée que la tenue d'un voyage dépendra des fonds collectés. L'équipe réfléchit actuellement à un processus interne pour réorganiser le calendrier d'élaboration des voyages, de manière à mieux impliquer les parents dans le financement et la préparation.

Les membres discutent ensuite de l'organisation de la réunion destinée aux parents des futurs élèves de CP. L'un des points abordés est la possibilité d'utiliser cette réunion comme une opportunité pour les parents présents de promouvoir le LFSL lors de la réunion par des témoignages.

Le Président souligne qu'il estime, vu les ordres de grandeur chacun des leviers de recette cités, que la recherche de financement auprès de partenaires économiques ou des chefs d'entreprise souhaitant s'engager pourrait être rapide et efficace. Il précise qu'il ne s'agit pas de remplacer d'autres démarches, mais que ce canal pourrait accélérer la recherche de revenus complémentaires et renforcer les résultats. Il conclut en précisant que ce n'est pas une directive impérative, mais simplement une piste de réflexion dans le cadre de l'optimisation des ressources, bénéfique pour l'établissement.

7. Points de décision

a) Composition du Comité de Suivi du Plan stratégique

Concernant le premier point de décision, le Président rappelle le plan stratégique récemment élaboré et suggère qu'il soit partagé avec l'AEFE, si ce n'est pas déjà fait. Pour accompagner ce plan, il rappelle avoir proposé la création d'un comité de suivi du plan stratégique, inspiré des meilleures pratiques des grandes organisations. La composition idéale serait un administrateur ou une administratrice de chaque collège et



un membre de la direction présent au Conseil d'administration. Son fonctionnement consisterait à se réunir deux fois par an pour examiner l'avancée du plan et décider si des amendements y sont nécessaires, notamment en fonction de l'évolution de l'environnement ou des orientations de l'établissement. Le comité aurait également pour mission de s'assurer que la direction met en œuvre les décisions et orientations du plan stratégique, sans chercher à tout mettre en œuvre simultanément, car il s'agit d'un projet à long terme.

DÉCISION À L'UNANIMITÉ : Le Conseil convient que M. Erik de Rouville, Mme Marion Grönberg et M. Olivier Cureau feront partie du comité stratégique ensemble avec le Proviseur, M. Denis Ravaille.

Le Président rappelle que le comité de suivi du plan stratégique rend compte au Conseil d'administration, mais que c'est le Conseil qui demeure décisionnaire. Le comité présente ses recommandations et avis et le Conseil délibère et prend la décision finale. Le rôle du comité est donc principalement consultatif.

b) Désignation des représentants du CA à l'organe de veille pour la Förskola et Fritids

DÉCISION À L'UNANIMITÉ : Le Conseil décide que Mme Anne Ruchaud et M. Hervé Brice feront partie de l'organe de veille de la Förskola et Fritidshem.

c) Désignation des représentants du CA au Conseil d'Établissement du LFSL

DÉCISION À L'UNANIMITÉ : Le Conseil convient, sous réserve de confirmation par le Proviseur qu'une telle organisation est conforme, de désigner M. Eric de Rouville comme membre titulaire pour représenter le Conseil d'Administration au Conseil d'Établissement et Mesdames Anne Ruchaud et Stéphanie Cozon comme suppléantes.

Le Président précise que la représentation au Conseil d'établissement devra inclure au moins un administrateur parmi les trois membres désignés.

d) Réponse au courrier de Kammarkollegiet

Concernant ce dernier point, le Président indique qu'il a été traité clairement en amont, rencontre l'accord unanime des administrateurs présents et précise que la réponse sera formulée à partir de vendredi. Il souhaite toutefois que tous les recours possibles aient été épuisés, notamment vis-à-vis de l'Ambassade de France, avant de prendre une décision.

Il ajoute que, vendredi après-midi, le Conseil décidera soit de renoncer et de demander le remboursement des 12 000 couronnes, soit de poursuivre la démarche. Il demande ensuite si cette approche convient aux membres présents et tous les membres sont d'accord.

8. Autres questions

a) Calendrier des conseils d'administration de l'année 2025-2026

Concernant la réunion prévue en janvier, le Président demande à la COCAC si la date du 19 janvier pourrait convenir. Cette dernière précise que M. l'Ambassadeur souhaite pouvoir être présent à la réunion pour accueillir les membres du Conseil, les rencontrer et échanger directement.

Sans lui, la réunion se tiendrait en présence de sa chargée d'affaires, qui serait bien sûr ravie d'y participer, mais la présence de M. l'Ambassadeur est jugée importante. Elle conclut en indiquant que, sous réserve de



vérifier le calendrier de l'Ambassadeur, la date du 19 janvier serait possible et demande d'abord de confirmer la disponibilité des membres pour cette date. Tous les membres sont d'accord.

Le Président rappelle que les autres dates de réunion ont déjà été fixées et devraient figurer dans les agendas des membres :

- 24 mars (en visioconférence)
- 25 mai (en présentiel)
- 22 juin (si besoin, en visio-conférence)

9. Clôture de la réunion

Le Président remercie tous les membres et clôt la réunion.



PROTOKOLL

Styrelsen: 2025-07

Datum: 2025-11-19

Plats: Teams

Registreringsnummer: 902004-1852

Närvarolista

Närvarande ordinarie medlemmar:

- Guillaume Lefebvre, Ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Erik de Rouville, ledamot vald av styrelsen
- Stéphanie Cozon, ledamot vald av personalen
- Anne Ruchaud, ledamot vald av personalen
- Olivier Cureau, ledamot vald av personalen
- Marion Grönberg, ledamot vald av elevföräldrarna
- Hervé Brice, ledamot vald av elevföräldrarna

Frånvarande och ursäktade:

- Eva Höglund, Vice-Ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Jérôme Chappert, Kassör, ledamot vald av elevföräldrarna

Ex-officio-ledamöter utan rösträtt:

- Katarina Koto, Rektor för förskola och skolchef för förskola och fritidshem
- Sophie Maysonnave, Rådgivare för samarbete och kulturella frågor vid Frankrikes ambassad

Frånvarande och ursäktade:

- Denis Ravaille, Rektor och Skolchef AEFÉ
- Olivier Priou, Fransk Konsul

Inbjudna rådgivare utan rösträtt:

- Fabrice Palhies, Rektor för grundskolan
- Txomin Diaz, Ekonomichef
- Mona-Marleen Antonson, HR-chef

Vid protokollet: Sophie Pier Federici, Kommunikationsansvarig



1. Öppnande av mötet

Ordföranden, Guillaume Lefebvre, öppnar mötet kl. 18.12. Alla medlemmar samtycker till att mötet spelas in, inspelningen är endast avsedd för protokollföring.

Ordföranden välkomnar Oliver Cureau, som nyligen valts in i styrelsen. Han vill också tacka Stéphanie Cozon, som ställde upp för omval och återvaldes till sin post.

2. Antagande av dagordningen

Dagordningen fastställs.

3. Val av rösträknare

Styrelsen utser Marion Grönberg och Olivier Cureau till justerare.

4. Godkännande av protokollet från styrelsemötet den 3 september 2025 (2025-06).

Protokollet godkändes per capsulam den 23 september 2025.

5. Rapporter

a) Rapport från Rektorn AEFÉ

I Rektorns frånvaro presenterar Låg- och mellanstadietchefen dennes rapport.

När det gäller institutionell och strategisk styrning uppger han att rektorn har velat lägga tonvikten på valen till skolorådet. Han betonar att det inte har varit möjligt att hitta kandidater bland personalen på högstadiet/gymnasiet, bland administrationen och på hälsovårdsavdelningen. Rektorn vände sig då till AEFÉ för att kontrollera att det inte fanns några problem med institutionerna eller homologeringen. AEFÉ bekräftade att det inte fanns några problem i detta avseende. Antalet som krävs för beslut kommer att justeras i förhållande till antalet representanter som faktiskt valts bland personalen. I nuläget sitter endast personal från Låg- och mellanstadiet i skolorådet, eftersom det saknas kandidater från högstadiet/gymnasiet och från den icke-undervisande personalen. Trots denna brist kunde skolans organ tillsättas vid det första skolorådsmötet, och deras funktion är säkerställd.

Grundskolans rektor påpekar dock att denna situation kan påverka den sociala dialogen. Även om CDS (kommissionen för social dialog) har representanter, kan skolorådet uppleva en brist på mångfald i utbytena, till exempel när man röstar om AEFÉ: s kalender och sysselsättningskarta. Denna brist på representation kan leda till en mindre givande dialog.

I år har en tjänst för samordning av examinationer inrättats, som omfattar alla skolor i det område som vi tillhör – Storbritannien, Benelux och Skandinavien. Denna tjänst styrs från Bryssel. Finansieringen av denna tjänst är gemensam, via ett avtal som ställs till förfogande för ledamöterna. För vår skola uppskattas det ekonomiska bidraget till cirka 3 400 euro per år, eftersom det beräknas i proportion till antalet kandidater, för att delegera organisationen av examinationerna inom det regionala utbildningsinstitutet (IRF) till denna tjänst.



Examensschemat håller på att slutföras i Paris. När det gäller DNB mer specifikt uppger Låg- och mellanstadietchefen att rektorn arbetar med denna fråga. De skriftliga proven är för närvarande planerade till den 18 och 19 juni. I Stockholm infaller dock *Midsommar* den 19 juni, som är en helgdag, vilket skapar ett organisatoriskt problem. En liknande situation uppstod för två år sedan, när filosofiprovet för avgångseleverna inföll på *nationaldagen*. Han försöker därför undersöka alternativa organisationsformer för DNB i Stockholm. För detta ändamål har rektorn kontaktat Académie de Lille, som ansvarar för administrationen av examina för ZENOS.

När det gäller pedagogiken har det uppstått vissa förseningar i planeringen på grund av förseningar i fastställandet av de pedagogiska strukturerna i slutet av förra året. Dessa svårigheter har dock övervunnits och, som redan angavs vid det föregående styrelsemötet, har skolstarten slutligen gått bra. Planeringen av resor och pedagogiska projekt fick ett enhälligt positivt omdöme vid skolrådets möte i slutet av september, baserat på en prioritering av resor eftersom budgeten är mer begränsad i år (1 400 000 SEK avsattes för projekt och resor). Det beslutades att planeringen skulle ske över två år. Det blir alltså ingen språkresa för gymnasiet i år, eftersom resan till Polen har prioriterats. Eftersom inget projekt har lämnats in blir det heller ingen resa till Gotland i år. Resorna på Låg- och mellanstadiet fortsätter dock som vanligt. Det beslutades också att eleverna i årskurs 3^e nästa år, som inte kommer att få någon resa i år, kommer att prioriteras för anordnandet av en skolresa nästa år på högstadiet. Dessutom har teamen lämnat in ansökningar om bidrag till AEFÉ och skolan beviljats 10 000 euro i bidrag för olika projekt för skolan. Slutligen försöker spansktalande elever i första året på gymnasiet att organisera och finansiera en resa på egen hand och det pågår diskussioner för att undersöka genomförbarheten av denna resa.

När det gäller personalresurser anger Låg- och mellanstadietchefen att det kommer att bli nödvändigt att omförhandla de lokala avtalen om arbetstid, eftersom kollektivavtalet ändrades i maj 2026. HR-chefen bekräftar att ett nytt kollektivavtal har trätt i kraft och har en direkt inverkan på de lokala avtalen. Det kommer därför att bli nödvändigt att anpassa dem inför nästa läsår. Låg- och mellanstadietchefen anger att arbetet med de lokala avtalen också kommer att möjliggöra en reflektion över formaliseringen av lärarnas uppgifter. Ett av målen är särskilt att undersöka hur man på ett smidigt och effektivt sätt kan integrera vikariatsuppdrag i samband med den årliga schemalaggningsen av lärarnas tjänster, främst på gymnasienivå.

När det gäller AEFÉ:s jobbkarta kan två tjänster bli lediga inför skolstarten 2026: en lärare har begärt en exceptionell förlängning av sin utstationering. Svaret från utbildningsministeriet har ännu inte mottagits. En berörd kollega har ännu inte tagit ställning till om hon vill förlänga sitt kontrakt eller inte. Rekryteringskampanjen har inletts och ansökningarna måste lämnas in före den 1 december. Hittills har få ansökningar kommit in för dessa två tjänster. Dessutom har tre utstationerade lärare begärt deltid för nästa år. Även om AEFÉ rekommenderar försiktighet på grund av de ekonomiska konsekvenserna för stiftelsen, bör rektorn ge ett positivt besked på dessa tre ansökningar, eftersom kostnaden beräknas till cirka 60 000 kronor per år.



Styrelsen diskuterar de olika bidrag som AEFE har erhållit, både för pedagogiska projekt och för investeringar. Låg- och mellanstadiet chefen presenterar ett diagram som visar utvecklingen av AEFE: s nettoandel per elev i förhållande till stiftelsen: det illustrerar AEFE: s ekonomiska bidrag till LFSL: s verksamhet, netto efter vidarefaktureringar som betalats av stiftelsen. Han ber Ekonomichefen att förklara diagrammet för styrelseledamöterna. Ekonomichefen preciserar att AEFE: s nettobidrag motsvarar skillnaden mellan AEFE: s utgifter för stiftelsens drift och de belopp som faktureras stiftelsen, omräknat till antalet elever. Dessa utgifter omfattar den del av lönesumman som AEFE inte fakturerar skolan, skolstipendier, andelen av kostnaderna för AEFE: s centrala tjänster, som täcker hanteringen av administrativa och finansiella frågor, samt olika subventioner. Han preciserar att denna nettoandel varierar mellan 2 000 och 2 400 euro per elev, med en tydlig ökning 2024 (till över 3 000 euro) på grund av de bidrag som erhållits för att stödja projektet för utbyggnad av annexet. Marion Grönberg ber om närmare uppgifter om LFSL: s procentuella bidrag och konstaterar att partnerskapet med AEFE för närvarande fortfarande är fördelaktigt för skolan.

När det gäller LFSL:s kommunikation och attraktionskraft uppger rektorn för grundskolan att en ny strategi har införts för antagningen till CP, eftersom denna nivå är strategisk med tanke på dess inverkan på det totala elevantalet genom ökningen av årskullarna. I år har 71 elever skrivits in i CP, medan endast 30 kom från Förskolan. Presentationerna av CP-klassen har tidigare lagts och presentationsmötet, som vanligtvis hålls i februari, kommer att äga rum i början av december. En kommunikation har skickats ut till de lokala förskolorna för att bjuda in intresserade familjer, inklusive tvåspråkiga familjer, att delta i detta möte (3 december). Responserna har varit positiv och de lokala förskolorna har förklarat sig villiga att hjälpa till med att marknadsföra skolan. När det gäller strategin för att behålla elever kommer en broschyr att delas ut som lyfter fram elevernas framgångar och det faktum att elever med en fransk studentexamen och tillfredsställande kunskaper i svenska har fördelar vid ansökan till svenska universitet. Målet är att visa att den franska studentexamen är en möjlighet och en chans att bättre integreras efter studentexamen, även i Sverige.

Marion Grönberg frågar om det finns uppdaterade statistiska uppgifter om valet av studier efter gymnasiet. Hon påpekar att vid det senaste styrelsemötet hade de slutgiltiga valen ännu inte fastställts, särskilt för elever som fortsätter sina studier i Sverige, och att det fortfarande fanns okända faktorer. Låg- och mellanstadiet chefen svarar att rektorn har gjort ett omfattande arbete inför det första skolrådsmötet och därför har tillgång till tabeller över val av inriktning efter gymnasiet, baserade på förra årets gymnasieelever. Dessa uppgifter kan presenteras vid nästa styrelsemöte.

Låg- och mellanstadiet chefen uppger också att samarbetet med AEFE fortsätter aktivt. Både i grundskolan och på gymnasiet genomförs många utbyten och projekt, och flera klasser deltar i AEFE: s initiativ, såsom schackturneringen, ett tvärvetenskapligt projekt kring dans och projekt som föreslås av IRF eller IFS. Det lokala samarbetet fortsätter också i och med Nobelveckan och utbyten med APE. Dessa projekt bidrar på ett betydande sätt till skolans utveckling och dynamik.



När det gäller säkerhet och fastigheter noterar han att fastighetssituationen kommer att behandlas senare, eftersom den är specifik och hanteras av Ekonomichefen, men han noterar att den särskilda säkerhetsplanen (PPMS) har uppdaterats och godkänts. När det gäller projektet "Göteborg" noterar ordföranden att många förändringar har skett och nämner att en volontär från civiltjänsten kommit till skolan i detta ärende. Ordföranden tackar särskilt Kultur- och Vetenskapsrådet och Ambassaden, eftersom det är tack vare deras förmedling som denna resurs har kunnat mobiliseras.

När det gäller förberedelserna inför skolstarten informerar Låg- och mellanstadiechefen medlemmarna om att skolan i år strävar efter att fastställa de pedagogiska strukturerna mycket tidigare än förra året. Familjernas och elevernas val kommer att beaktas före slutet av andra terminen, så att man senast i slutet av mars kan utforma lämpliga pedagogiska strukturer. Detta är en viktig fråga för gymnasiet, med konsekvenser för budgeten, kursorganisationen och strukturerna för första och sista året, särskilt när det gäller grupper och specialiseringar. Målet med denna planering är att fastställa hållbara pedagogiska strukturer för skolan.

Anmälningarna till CP (första klass) har också tidigarelagts, i syfte att ge familjerna svar i förväg i slutet av februari, innan de får beslut från kommunen, och för att kunna fastställa elevantalet i grundskolan tidigare.

När det gäller prognosen för elevantalet har rektorn fastställt elevantalet utifrån de genomsnittliga övergångsfrekvenserna under de senaste åren. Inom denna ram förväntas 701 elever nästa år i den av AEFÉ godkända delen, vilket skulle innebära 791 elever för hela stiftelsen. Denna tabell kommer att göra det möjligt att börja upprätta budgeten för skolåret. Målet är att ha en första uppskattning av elevantalet redan i januari, så att man kan diskutera skolavgifterna vid nästa styrelsemöte. Ordföranden preciserar att han arbetar nära tillsammans med Rektorn och Ekonomichefen för att utarbeta en så realistisk budget som möjligt. Målet är att få en solid prognos i termer av volym, eftersom det främst är elevantalet som avgör skolans ekonomiska utveckling. Detta tillvägagångssätt gör det möjligt att i ett senare skede ta ställning till skolavgifterna, med hänsyn till både volymeffekten och marginalen. Han betonar att även om man räknar med 791 elever, ska detta inte tolkas som ett maximalt mål, utan som en realistisk utgångspunkt för budgetarbetet.

Ordföranden berömmar Låg- och mellanstadiechefen för den utmärkta presentationen av Rektorns rapport och föreslår att man går vidare till nästa punkt om förskolan.

b) Rapport från Rektor förskolan

Rektorn för Förskolan uppger att den allmänna situationen under hösten har präglats av lugn och ro inom verksamheten: nöjda medarbetare, nöjda barn och nöjda föräldrar. Hon betonar att denna period har förlöpt under mycket goda förhållanden.

När det gäller elevantalet rapporteras att fyra sena avanmälningar ägde rum i augusti och september. Även om det finns en väntelista är det svårt att bjuda in nya familjer att ansluta sig till förskolan vid denna tid på året. Familjer som redan har planerat sin semester och påbörjat skolåret föredrar nämligen att



undvika förändringar i september. Ett omfattande prospekteringsarbete bedrivs tillsammans med M. Fournier för att hitta familjer som accepterar en plats.

För närvarande har förskolan 89 barn. Det sista barnet beräknas komma den 12 januari, vilket innebär att antalet barn kommer att uppgå till 90. Med tanke på den tabell som presenterades tidigare pågår dock en diskussion bland personalen om det är lämpligt att bilda grupper om 22 barn för det sista året i förskolan. Eftersom förskolan endast har ett klassrum för denna nivå skulle sådana grupper kunna leda till en kraftig ökning av ljudnivån. Inget beslut har ännu fattats. Förskolans rektor uppger att hon kommer att diskutera denna fråga med Ekonomichefen, särskilt när det gäller budget, personalresurser och andra kostnader, för att utvärdera möjligheterna att minska grupperna något.

Med valet av den nya styrelsen är det dessutom nödvändigt att anmäla denna förändring till Stockholms stad, såsom tidigare gjorts. Förskolans rektor kommer att fylla i formuläret tillsammans med Ekonomichefen. Det är möjligt att vissa frågor kommer att ställas till styrelsen, särskilt till Oliver Cureau, för att slutföra denna anmälan om förändring.

Det rapporteras också att ett föräldraråd och ett barnråd nyligen har hållits. Förskolechefen betonar att barnrådet är särskilt anmärkningsvärt: eleverna, som har till uppgift att representera sina kamrater, måste presentera två positiva punkter och en punkt som kan förbättras. De är mycket motiverade och kommer väl förberedda, med anteckningar för att inte glömma något. De insamlade förslagen anses vara mycket intressanta.

Hon anger sedan att hon senare under mötet kommer att återkomma till en punkt som kräver ett beslut om "Organe de veille".

Slutligen ägde ett samtal rum med Låg- och mellanstadiet chefen om möjligheten att erhålla märkningen "France Éducation". Med stöd av Institut français konstaterades det att reglerna har ändrats och att denna märkning inte längre är tillgänglig för förskolor eller fritidsverksamheter. En diskussion kommer dock att föras om möjligheten att erhålla en annan typ av erkännande, särskilt märkningen "FLAM". Denna punkt har ännu inte kunnat behandlas ingående, men kommer att studeras inom kort.

c) Rapport om Fritidsverksamheten

Låg- och mellanstadiet chefen påminner medlemmarna om att Emma Nordström, Biträdande rektor för fritidsverksamheten, slutade den 12 september och uppger att rekryteringsprocessen inleddes redan i augusti. Han uppger att den nya Biträdande rektorn för Fritidsverksamheten, Jimmy Kissi Andersson, tillträdde måndagen den 12 november och att han har gedigen erfarenhet och även är certifierad musiklektör. Målet är att med hans hjälp säkerställa fortsatt drift och välfungerande av denna tjänst. För närvarande pågår en övergångsperiod: han tillträder sin tjänst och träffar hela personalen. Inom kort kommer han att ha fullständig befogenhet att leda Fritids. För information är han svensktalande och har åtagit sig att förbättra sina franska kunskaper för att kunna delta fullt ut i aktiviteterna.



Den allmänna situationen var dessutom något komplicerad i september, oktober och början av november på grund av upprepade frånvaron hos vissa anställda och en längre frånvaro hos en pedagogisk medarbetare. Det har varit svårt att rekrytera vikarier, vilket har störst stabiliteten och organisationen. En ersättare har nyligen hittats och ankomsten av Kissi Andersson bör bidra till att teamet fungerar bättre.

Förskolans rektor har redan tagit upp frågorna om ledningen, som liknar dem som nämnts för förskolan. Eftersom dessa frågor redan har presenterats går Låg- och mellanstadiechefen inte in på dem igen.

Marion Grönberg påpekar att det finns vissa utmaningar under året och att hon blev förvånad över att de inte hade nämnts i tidigare protokoll. Låg- och mellanstadiechefen svarar att dessa utmaningar främst rör organisationen av det team som ansvarar för en viss nivå. Han preciserar att han redan har träffat dessa pedagoger, diskuterat dessa punkter med den nyanställda Biträdande rektorn för fritidsverksamheten och att de har satt upp mål för att handleda denna grupp, stärka handledningen och justera vissa pedagogiska metoder.

Ordföranden föreslår att man återkommer till detta ämne vid ett kommande möte under våren för att ge Låg- och mellanstadiechefen möjlighet att utvärdera utvecklingen och avgöra om det rör sig om tillfälliga eller strukturella faktorer. Han uttrycker förhoppningen att dessa incidenter snarare är tillfälliga.

d) HR-rapport

HR-chefen redogör för rekrytering och personalhantering: en lärare i svenska har gått i pension och ersatts, en lärare i engelska i grundskolan har också ersatts och en receptionist och en anställd på Fritids, som för närvarande är sjukskrivna, har ersatts.

En sammanställning av incidenter och olyckor för läsåret 2024–2025 har gjorts: 2 incidenter bland personalen, 4 olyckor på väg till eller från arbetet, 3 arbetsolyckor. HR-chefen betonar dock att man bör vara försiktig med dessa siffror, eftersom vissa incidenter eller olyckor kanske inte har rapporterats. Ett arbete pågår med fackförenings- och personalrepresentanter för att öka medvetenheten om vikten av dessa anmälningar, med påminnelsen om att försäkringen täcker dessa situationer.

HR-chefen meddelar också att ett nytt system för tids- och personalhantering (FLEX) har införts. Den första löneutbetalningen har genomförts framgångsrikt med detta verktyg. Systemet underlättar de administrativa processerna: ledningen och personalen är nöjda med denna förändring.

En justering av titeln för Thomas Nicholas, som anlände i mars, är under kommunikation för att anpassa den till hans faktiska ansvarsområden: han kommer hädanefter att kallas Biträdande rektor internationella och språkliga program. Denna information delas med berörda team och instanser.

Perioden för medarbetarsamtal för all lokal personal närmar sig sitt slut. HR-chefen meddelar också en höjning av skolmatspriset till 53 kronor per måltid, med verkan från och med den 1 oktober.



AEFE har inrättat en plattform för anmälan av våld, diskriminering, trakasserier eller sexistiskt beteende i arbetslivet, i enlighet med arbetsgivarens lagstadgade skyldigheter i Frankrike. Den gäller även personal som omfattas av svensk lagstiftning när en utstationerad anställd är inblandad (som vittne, offer eller förövare).

Slutligen delade HR-chefen med sig av den nya policyn för arbetsmiljön som har fastställts, samt en sammanfattning av fortbildningen vid LFSL för året 2024–2025.

Ordföranden tackar HR-chefen för hennes redogörelse och betonar att all information är mycket väl sammanställd och perfekt organiserad.

e) Ekonomisk rapport

Ekonomichefen presenterade sin rapport för augusti och september och påminde om att det är helt i början av skolåret. Han preciserar att dessa uppgifter inte är representativa för hela året och att det inte är möjligt att extrapolera tillförlitliga trender.

Han förklarar att flera faktorer har stor inverkan på resultaten för denna period: stora inköp görs i början av året, särskilt av skolmaterial, vilket gör det svårt att fördela utgifterna jämnt över månaderna. Den uppenbara ökningen av personalutgifterna förklaras av kompensationer och ledighet som tagits ut i juli men betalats ut i augusti: dessa poster kommer att justeras i slutet av året när personalens rättigheter och ledighet beräknas, och det handlar därför om säsongseffekter som inte kommer att synas i årsredovisningen.

Rapporten visar ett mer positivt resultat än väntat. De angivna intäkterna baseras dock inte på de faktiskt erhållna beloppen. På grund av personalfrånvaro har det inte varit möjligt att göra en faktisk beräkning. Uppskattningarna har därför gjorts utifrån databasen, vilket inte helt återspeglar den finansiella situationen. Ekonomichefen förväntar sig snarare en liten minskning av intäkterna under denna period. Han förutspår en minskning på upp till 1,2 miljoner kronor under året om skolan fortsätter att ha tio elever färre än vad som budgeterats. I övrigt är räkenskaperna i linje med prognoserna.

Ordföranden påminner om att granskningen av finansrapporten i början av året är obligatorisk, men att uppgifterna för denna period inte är helt signifikanta. Han betonar dock att likviditetssläget, som är fortsatt positivt liksom vid det föregående styrelsemötet, är betryggande. Ekonomichefen bekräftar att den presenterade rapporten innehåller en likviditetsprognos för hela året, vilket ger en helhetsbild trots säsongsvariationer.

Ordföranden tackar sedan personalen för deras engagemang och noggrannhet i förvaltningen av skolan. Han påminner om att även om skolans främsta uppgift är att undervisa och utbilda självständiga elever, kan denna uppgift endast fullgöras om skolan förvaltas på ett sunt sätt, både vad gäller ekonomiska resurser och personalens ledning och organisation.



Han uttrycker, på styrelsens vägnar, sin tacksamhet för det arbete som utförs dagligen av de administrativa, pedagogiska och utbildningsmässiga teamen (HR, Fritids, Förskola och Skola) och betonar att styrelsen, även om den endast sammanträder periodvis, har fullt förtroende för dessa team när det gäller att sköta skolan på ett bra sätt.

6. Informationspunkter

a) Stiftelsens stadgar

I Rektorns frånvaro introducerar Ordföranden punkten om stadgarna. Han tackar först teamen och påminner sedan om att denna punkt är viktig information för den fortsatta dagordningen.

Han påminner om att Rektorn har gjort ett grundligt arbete och att ett beslut fattades vid styrelsens möte i augusti. Beslutet innebar att man skulle ansöka om en utvidgning av verksamhetsområdet för Lycée français de Stockholm med tanke på öppnandet av den nya skolan i Göteborg. Målet var att utvidga stiftelsens syfte så att LFSL i Stockholm även kunde bedriva verksamhet i Göteborg, vilket ansågs vara en acceptabel och rimlig ändring.

En omröstning hade då godkänt principen att anmäla denna ändring till den behöriga myndigheten, med angivande av att enligt lagen skulle utebliven svar inom tre månader betraktas som ett godkännande. Ansökan lämnades in den 7 augusti, vilket innebar att den teoretiska tidsfristen var den 7 november.

Ordföranden förklarar att man inledningsvis hade konstaterat att inget svar hade mottagits. Nyligen framkom det dock att ett svar hade skickats den 7 oktober, men att det aldrig hade nått mottagarna eftersom det hade hamnat i skräpposten. Svaret var negativt: enligt myndigheten kan utvidgningen av LFSL i Stockholms geografiska område till Göteborg inte beslutas av stiftelsen ensam, utan måste godkännas av samma myndighet, och den begärda ändringen kan enligt myndigheten inte godkännas.

Denna upptäckt var en obehaglig överraskning och innebär att skolan nu måste meddela senast den 24 november om stiftelsen fortsätter med sin ansökan om ändring av status. Det finns två alternativ: antingen att dra tillbaka ansökan, vilket skulle innebära att de kostnader som uppkommit, cirka 12 000 kronor, återbetalas, eller att omformulera ansökan och begära en omprövning av beslutet.

Ordföranden delar sin analys: han anser att myndigheten sannolikt inte kommer att ändra sin ståndpunkt. Rektorn har dock ett möte på fredag med en rekommenderad advokatbyrå. Enligt denna byrå skulle det kunna vara möjligt att omformulera ansökan på ett sätt som kan leda till en överenskommelse. Ordförandens förslag är därför följande: att invänta advokatbyråns yttrande och sedan, beroende på hur relevant deras rekommendation är, antingen omformulera ansökan officiellt eller avstå från den och begära återbetalning av kostnaderna senast den 24 november.

Marion Grönberg uppger att hon har fått återkoppling om vissa stiftelsers stadgar och påminner om att det i denna typ av struktur är nödvändigt att en "utväg" planeras in från början. Hon anser att det inte är



kostsamt att vänta till mötet på fredag, men att det sannolikt är bättre att inte lägga mer tid och energi på denna väg, utan istället satsa på en alternativ lösning, med tanke på Rektorns och personalens begränsade tid. Enligt henne tyder de återkopplingar hon fått på att detta tillvägagångssätt inte kommer att leda till något positivt resultat. Hon preciserar att Kammarkollegiets svar var tydligt och precist i sitt avslag på begäran om anmälan av ändring av stadgarna och på en eventuell begäran om tillstånd till ändring.

Anne Ruchaud delar denna analys. Hon påminner om att den person som haft närmast kontakt med Länsstyrelsen och Kammarkollegiet, nämligen Françoise Guionneau, redan hade angett att förfarandet hade mycket små chanser att lyckas. Även om hon ansåg att man ändå borde försöka, var hon övertygad om att det inte skulle lyckas.

Ordföranden betonar att det var nödvändigt att utforska denna väg, som verkade vara den enklaste och mest uppenbara för att komma vidare i ärendet. Han anger dock att han delar Marion Grönbergs analys och att han också anser att det är osannolikt att detta tillvägagångssätt kommer att leda till något resultat. Eftersom ett samråd med en advokat är planerat till fredag med Rektorn – ett samråd som, enligt Ordföranden, inte medför några extra kostnader – föreslår Ordföranden att rektorn får bilda sig en välgrundad uppfattning efter detta samtal. Om advokatens yttrande är klart negativt föreslår han att man omedelbart svarar Kammarkollegiet och begär återbetalning av de utgifter som gjorts. Om advokaten däremot anser att det fortfarande finns möjlighet till överklagande, kan man fortsätta på den vägen.

Ordföranden tillägger att han förväntar sig att Rektorn kommer att kontakta honom under fredagen i denna fråga. Han påpekar att han inte är särskilt optimistisk, men påminner om att både Rektorn och han själv har arbetat hårt med detta ärende och att det är viktigt att fullfölja kontrollerna, även om slutsatsen inte är den som man hade hoppats på. Han betonar slutligen att detta eventuella misslyckande inte på något sätt skulle ifrågasätta styrelsens engagemang och att det finns andra sätt att knyta Göteborgs skola till LFSL.

Stéphanie Cozon undrar om det inte skulle vara möjligt för projektledarna i Göteborg att skapa en egen stiftelse, vilket skulle vara ett alternativ som skulle göra det möjligt att gå vidare utan att vara beroende av en ändring av LFSL: s stadgar. Ordföranden bekräftar att ett annat alternativ skulle kunna vara att strukturen i Göteborg antar en egen juridisk form, varvid LFSL skulle kunna agera som teknisk partner. Denna möjlighet är fortfarande öppen, men ärendet är fortfarande under utredning. Han anger att den valda lösningen skulle kunna vara en stiftelse eller någon annan lämplig juridisk status. Han betonar att denna ändrade inriktning inte skulle ifrågasätta stiftelsens engagemang, som skulle kunna formaliseras genom ett partnerskapsavtal, vilket är helt i linje med regelverket. Däremot verkar det inte längre vara möjligt att betrakta Göteborg som en "filial" till LFSL, vilket skulle ha fått många konsekvenser, både gentemot de svenska myndigheterna och AEFÉ, särskilt när det gäller institutionellt erkännande och administrativ strukturering.

Ordföranden påminner om att den ursprungligen planerade lösningen – att utvidga LFSL: s verksamhetsområde till Göteborg – skulle ha varit särskilt elegant och konsekvent. Han säger att han delar besvikelsen hos alla inblandade, särskilt Kultur- och Vetenskapsrådet, samt hos den franska Ambassaden,



som varit mycket engagerad i denna fråga. I avsaknad av tillstånd anser han dock att det troligen inte kommer att vara möjligt att välja detta alternativ. Han avslutar med att säga att han ändå avvaktar advokatens yttrande vid mötet på fredag, utan att vilja stänga denna möjlighet definitivt före detta datum, men med tanke på att sannolikheten för ett positivt utfall fortfarande är låg.

Kultur- och Vetenskapsrådet ingriper för att påpeka att Ambassaden delar den framlagda analysen. Hon betonar att det verkar svårt att gå emot den ståndpunkt som Kammarkollegiet tydligt har uttryckt. Hon preciserar dock att oavsett utgången av detta förfarande kommer en juridisk lösning att hittas, vare sig det rör sig om en stiftelse eller en annan lämplig struktur. Hon bekräftar att utvecklingen av projektet i Göteborg förblir en viktig prioritering för den diplomatiska beskickningen.

Styrelsen enas om att medlemmarna ska informeras om beslutet – om man ska fortsätta med processen eller inte – så snart det har fattats på fredagen efter rådsmötet.

b) Infrastruktur

Ekonomichefen påminner om att en skadeståndsansökan för vårdslöshet har lämnats in mot projektledaren för Annexet. Vid den tidpunkten hade hans försäkringsbolag begärt ytterligare upplysningar och ställt kompletterande frågor, som stiftelsen besvarade i maj. Sedan dess är det försäkringsbolagets uppgift att svara på stiftelsens begäran. Han uppger att detta svar har skjutits upp flera gånger och nu är planerat till den 21: a i innevarande månad. Uppskjutningen beror på att den person som ansvarar för projektet är indisponibel. Ekonomichefen betonar att denna persons frånvaro har stört projektets uppföljning sedan arbetets början, vilket har bidragit till att vissa etapper har försenats.

Han preciserar att arbetet nu är slutfört och att åtgärder för att erhålla slutförandegodkännande pågår. Det handlar främst om säkerhetscertifieringar, såsom kontroll av brandlarm och andra säkerhetsanordningar, som måste valideras av konsulter. Dessa steg är visserligen mindre, men kräver en samordning som den ovannämnda personen ursprungligen ansvarade för. Testerna har nyligen genomförts och verkar uppfylla kraven.

Ekonomichefen anger dessutom att företaget förbehåller sig rätten att höja sitt skadeståndskrav, eftersom ytterligare arbeten, särskilt avseende erhållandet av tillståndet, har utförts sedan den ursprungliga ansökan.

Ekonomichefen fortsätter med att ange att ägaren för närvarande genomför en utvärdering av byggnaden på huvudbyggnaden inför de renoveringsarbeten som planeras om tre år. I detta sammanhang har SISAB återigen frågat ledningen om dess förväntningar på den framtida organisationen: hur vill vi organisera oss? Vilka är våra avsikter och vilka förväntningar har vi efter renoveringen? SISAB har angett att alla ytterligare krav kommer att bäras av LFSL, och ledningen har återigen bekräftat att den inte kan ge några svar, eftersom den inte har någon information som gör det möjligt att fastställa hur LFSL kommer att fungera efter renoveringen, och inte heller någon garanti för att den kommer att kunna återvända till huvudbyggnaden. Så länge renoveringen genomförs utan finansiella åtaganden från LFSL: s sida och utan att skolan behöver ge instruktioner eller riktlinjer, fortsätter ledningen att observera situationen.

Ekonomichefen går sedan vidare till det andra projektet Han presenterar de andra möjligheter som har



undersökts, i synnerhet det mest avancerade alternativet, som redan har presenterats. Diskussioner har förts med den berörda exploatören och Stockholms stad kring de begränsningar som staden ser för detta projekt.

Ordföranden tillägger att det i detta skede endast rör sig om en informationspunkt, men att teamet tydligt fortsätter med den uttalade strategin: både en krävande hållning gentemot SISAB och, parallellt, en aktiv sökning efter en alternativ plats. De två spåren går alltså framåt samtidigt. Han preciserar att det inte är möjligt att säga mycket mer för tillfället, förutom att arbetet fortsätter. Han betonar att det är nödvändigt att ge processen tid att nå framgång och att mötena hålls. Det är vad han anser sig kunna kommunicera i detta skede om ämnet.

Ekonomichefen påminner om att de andra alternativen har övergivits och att endast två alternativ nu är kvar att överväga. Målet är att driva ärendet framåt så snabbt som möjligt under de kommande veckorna.

c) Uppföljning av godkännande (Homologation)

Låg- och mellanstadiet chefen tar sedan till orda för att redogöra för uppföljningen av godkännandet. Han förklarar att det schema som delats ut under mötet återger utvärderingscykeln för skolorna, en cykel som liknar den som tillämpas i Frankrike och som överlappar den som gäller för franska skolor utomlands. Cykeln omfattar en intern och extern utvärdering av skolan under år N, sedan under år N+1, formalisering av skolans projekt, innan utvärdering och förnyelse av cykeln under år N+5.

Utifrån den diagnos som ställs vid godkännande- eller uppföljningsbesöket ska flera dokument upprättas, däribland det enda dokumentet, som motsvarar skolans projekt. Detta dokument kan sedan uppdateras under de följande åren, med beaktande av den årliga rapporten om skolans verksamhet som utarbetas av Rektorn. Utarbetandet av dessa dokument baseras både på godkännandebesöket och på de självutvärderingar som genomförts inom skolan: enkäter till familjer, lärare, elever och berörda lokala myndigheter, som för stiftelsen motsvarar AEFÉ: s och stiftelsens områdesprojekt.

För LFSL är det innevarande året ett år då godkännandet följs upp, ett förfarande som normalt sker vart femte år. Eftersom det senaste besöket ägde rum 2018 har tidsplanen skjutits upp på grund av de förseningar som ackumulerats av utbildningsministeriet under Covid-perioden. Skolan informerades i juli om att den skulle bli föremål för uppföljning i år. Han påminner sedan om vad godkännandet innebär: det är Frankrikes officiella erkännande av att skolans verksamhet överensstämmer med det franska utbildningssystemet (program, undervisning, principer och värderingar). Godkännandet är en kvalitetsgaranti: för eleverna garanterar det kontinuiteten i skolgången och gör det möjligt att avlägga examina (Brevet, Baccalauréat) som skolelever och inte som fria kandidater, vilket innebär att kontinuerlig kontroll beaktas; för skolan bekräftar det dess tillhörighet till AEFÉ-nätverket och det stöd som detta medför.



Han redogör sedan för det pågående förfarandet: inför besöket, som är planerat till den 1 och 2 december, överlämnades en fullständig rapport den 27 oktober, som finns tillgänglig på AdminControl. Teamet har haft ungefär en och en halv månad på sig att förbereda detta dokument, som täcker alla aspekter av skolan: pedagogik, personalpolitik, fastigheter, infrastruktur, utbildningsåtgärder (kamp mot mobbning, kulturprojekt, språkpolitik etc.). Alla avdelningar har bidragit till detta arbete, som sammanfattats i en rapport. Den slutliga rapporten omfattar cirka 80 sidor och återspeglar alla bidrag. Han fortsätter med att säga att rapporten är omfattande, men att den trots återspeglar allt som görs inom verksamheten; han anser att den är mycket fullständig.

De två inspektörerna som ansvarar för området kommer att genomföra uppföljningsbesöket. Han preciserar att besöket kunde ha genomförts av en generalinspektör från det nationella utbildningsdepartementet, men att så inte kommer att vara fallet för denna gång. Det kommer att vara Herr Échard och Fru Merlet. Han tillägger att besöksschemat har fastställts. Det omfattar bland annat en fullständig besiktning av anläggningarna och lokalerna samt närvaro i klassrummen under 20 minuter per lektion. Han betonar att denna tid är viktig med tanke på att inspektörerna vill observera alla nivåer och alla ämnen, både på grundskolenivå och gymnasienivå, vilket gör deras dag särskilt intensiv. Han preciserar att man måste se till att alla ämnen och alla nivåer täcks. Inspektörerna kommer inte att besöka varje klass, men de måste kunna observera minst ett exempel från varje nivå. De kommer också att träffa lärar-teamen, AESH, AED och dokumentationslärarna, särskilt inom ramen för AEFÉ: s läsplän och franska plan, samt alla ansvariga för de olika systemen. Möten med ledningen är också planerade, liksom en diskussion med de tillgängliga medlemmarna i styrelsen. Han påminner om att Rektorn redan har kontaktat styrelseledamöterna för att kontrollera deras tillgänglighet för att diskutera med inspektörerna. På begäran om närmare information om mötet med styrelseledamöterna svarar Låg- och mellanstadiechefen att planeringen av mötena med lärarna och personalen på skolan har slutförts tillsammans med hela ledningsgruppen. Han preciserar att Rektorn, som inte kunde närvara vid slutförandet i tisdags, snart kommer att bekräfta detaljerna och styrelseledamöternas deltagande den 2 december. Han betonar att inspektörerna inte nödvändigtvis vill träffa alla styrelseledamöter eller all personal, utan att målet är att ta en allmän "känsla" för skolan. Även när de besöker klasserna är det tydligt att det inte handlar om en individuell utvärdering av lärarna. Deras observationer syftar snarare till att bedöma den pedagogiska policy som bedrivs och hur den styrs av avdelningscheferna.

Dessa element kommer att ingå i en besöksrapport. Han känner ännu inte till när rapporten kommer att lämnas in, men preciserar att ett möte med inspektörerna efter uppdragets slut kommer att ge användbara arbetsidéer för utformningen av skolprojektet, som håller på att skrivas om i år.

Ordföranden vill särskilt tacka Rektorn och betonar att han förtjänar varma gratulationer för det arbete han utfört. Han beskriver rapporten som en verklig kartläggning av skolan, ett enastående arbete som utförts med stor omsorg och precision.

Medlemmarna diskuterar sedan inspektörernas förväntningar och organisationen av de olika möten som planeras inom ramen för uppföljningen av godkännandet.



d) Aktuella händelser och potentiella effekter på AEFE: s ekonomiska modell

Ordföranden presenterar sedan en uppdatering om AEFE: s ekonomiska modell och betonar den försämrade situationen av den franska statens finanser och dess möjliga konsekvenser för AEFE. Han anger att byråns budget kan komma att minskas kraftigt, med en uppskattning på cirka 70 miljoner euro av 400 miljoner. Ordföranden preciserar att han inte kan lämna alla uppgifter eftersom vissa beslut fortfarande är villkorade, men han delar med sig av de uppgifter som är kända för att säkerställa fullständig öppenhet. Bland de åtgärder som AEFE överväger för att göra besparingar ingår att integrera de utstationerade personalens civila pensioner i vidarefaktureringen till skolorna. Konkret skulle detta innebära att skolorna får stå för de utstationerade personalens pensionsåtaganden. Tillämpningen av denna åtgärd skulle innebära en betydande kostnad för skolan, men han preciserar att det inte skulle vara ett beslut som riktar sig specifikt mot Stockholm, utan en allmän åtgärd.

Ordföranden påminner om att denna kostnad för närvarande inte tillämpas och att inget slutgiltigt beslut har fattats. Inriktningen kommer att beslutas av AEFE: s styrelse den 27 november, då budgeten ska röstas igenom och eventuella konsekvenser för skolorna fastställas. Han anser att om åtgärden antas kommer dess effekt att bli fördröjd och inte omedelbar, troligen bortom 2026. Han rekommenderar dock att man vidtar denna åtgärd i skolans budget vid nästa omröstning, genom att förutse en del av detta pensionsåtagande för att inte hamna i okunnighet om framtida kostnader.

Ordföranden betonar att situationen kräver försiktighet och finansiell kreativitet, men påminner också om att LFSL i Stockholm alltid har varit föredömligt när det gäller att kontrollera utgifterna. De anpassningsmöjligheter som kan undersökas omfattar, i förekommande fall: elevantal per klass, eventuella tröskeeffekter på den pedagogiska strukturen, skolavgifter och prognostiserad personalplanering, särskilt för personal som är utstationerad av den franska staten. För personal som omfattas av svensk lagstiftning står skolan redan för pensionsåtagandena.

Ordföranden avslutar med att precisera att denna information ges i informativt syfte och att inget slutgiltigt beslut ännu har fattats. Medlemmarna uppmanas att ta del av informationen och ställa eventuella frågor, med betoning på att det huvudsakliga arbetet med dessa justeringar kommer att ledas av Ekonomichefen och Rektorn, med hans eget stöd och rådgivning under det kommande året.

Marion Grönberg frågar om en uppskattning av den maximala kostnaden har gjorts, i händelse av att LFSL skulle behöva bära alla nämnda kostnader i samband med pensionsåtagandena för utstationerad personal. Ekonomichefen svarar att en uppskattning finns och delar den med styrelsens medlemmar.

Ordföranden avslutar med att påminna om bakgrunden och den potentiella inverkan av budgetsituationen.

Han preciserar att kostnaden säkerligen inte skulle bäras på en gång och att man måste vänta på styrelsens beslut den 27 november för att få veta den exakta inverkan på skolan. Då kommer alla skolor att följa informationen och måste anpassa sina budgetar därefter. Han betonar vikten av att vara realistisk vid budgetberedningen, utan att vara varken för försiktig eller för ambitiös, för att undvika orealistiska beslut. Om en kostnad måste tas med är det bättre att redan nu förutse den i skolans budget.



Låg- och mellanstadiet chefen tillägger, för information, att ett seminarium hölls förra veckan med deltagande av AEFÉ: s ledning, som har åtagit sig att snabbt informera om de åtgärder som kommer att presenteras och sannolikt antas vid styrelsemötet den 27 november.

Innan man går vidare till nästa punkt diskuterar medlemmarna orsakerna till minskningen av AEFÉ: s budget och hur LFSL bör förbereda sig för denna situation.

e) Projekt för öppnande av en godkänd skola i Göteborg

Beträffande i Göteborg tar Ordföranden upp följande punkter.

När det gäller projektet informationen om Göteborg har en preliminär presentation av genomförbarhetsstudien ägt rum. För närvarande är den fortfarande mycket övergripande, och det är därför inte relevant att gå in på ytterligare detaljer. Ordföranden vill dock påminna om tre viktiga punkter. Han påpekar att LFSL har engagerat sig i detta projekt och att han är övertygad om att det är av stort intresse, både för skolan och för den franska närvaron i Sverige i stort. Oavsett om det blir några förändringar av stadgarna eller inte – även om det i nuläget inte finns något som tyder på några ändringar – ligger det i LFSL: s intresse att vara en teknisk partner till den framtida skolan. Detta bidrag skulle inte syfta till att generera vinst, men det skulle inte heller vara gratis. Flera medlemmar av teamet är för närvarande involverade: Rektorn, Rektorn för förskolan och Ekonomichefen, samt Marianne Lafont, en extra resurs som huvudsakligen ansvarar för att stödja Ekonomichefen i finansiella frågor.

Ordföranden påminner också om att LFSL inte är ensam: AEFÉ, representerat av Sophie Grünfelder, som redan har besökt LFSL, stöder också projektet. Dess roll är att stödja framstegen i ärendet och, om så behövs, identifiera en potentiell investerare för Göteborg. LFSL skulle då vara teknisk partner, med en strikt åtskillnad mellan skolan i Stockholms ekonomi och den framtida skolans ekonomi.

Hittills har LFSL – förutom de tidigare nämnda 12 000 SEK – inte haft några egna kostnader. Det pågående arbetet med Sophie Grünfelder syftar till att förfinna den ekonomiska modellen för den framtida skolan. Målet är att säkerställa pedagogisk och organisatorisk samstämmighet mellan de två skolorna, även om deras juridiska strukturer kommer att vara åtskilda. Kultur- och Vetenskapsrådet bekräftar att detta projekt har starkt stöd från den Ambassaden.

Ordföranden avslutar med att återigen tacka alla team som är involverade i projektet, särskilt Rektorn, Rektorn för förskolan och Ekonomichefen.

f) Finansiell strategi för optimering av stiftelsens intäkter

Ekonomichefen tar till orda för att presentera den finansiella strategin för optimering av stiftelsens intäkter. Han anger att det, med tanke på omständigheterna, föreföll nödvändigt för ledningen att genomföra en analys för att identifiera möjliga åtgärder för att öka intäkterna.

Han inleder med en god nyhet som nyligen kommit till kännedom: den svenska staten hade inlett en utredning om finansieringen av skolor, som inkluderar ett förslag om att minska subventionerna till privata skolor med 6 %. För vår skola skulle detta innebära en minskning med cirka 3 000 000 SEK per år för låg-



och mellanstadiet och högstadiet. Konsekvenserna för gymnasiet var ännu okända, eftersom utredningen inte var avslutad på den nivån. Han har dock nyss fått information om att reformen har skjutits upp, vilket är mycket goda nyheter för stiftelsen. Han påpekar dock att denna information ännu inte är officiell och att skälen till uppskjutandet fortfarande är okända.

Ekonomichefen fortsätter med att förklara att trots osäkerheten kring den svenska reformen har en första analys genomförts – en analys som fortfarande behöver fördjupas – för att identifiera de viktigaste faktorerna för att optimera stiftelsens intäkter.

1. Ökning av elevantalet: den mest effektiva faktorn

Enligt honom är ökningen av antalet elever den viktigaste faktorn: den leder till ökade intäkter, samtidigt som den genererar mycket små extra kostnader eftersom man använder befintlig infrastruktur (samma klasser, samma lärare).

Han betonar att strategin för att utnyttja denna hävstångseffekt skiljer sig åt mellan olika nivåer: för förskolan och grundskolan garanterar en ökning av elevantalet stabila intäkter under flera år, eftersom eleverna stannar länge i skolan, men det finns utrymmesbegränsningar. För gymnasiet finns det marginaler när det gäller utrymme och pedagogisk struktur. Men det är mer komplicerat att ta emot elever som är bosatta i Stockholm. Han presenterar kortfattat ett projekt som skulle kunna göra det möjligt att ta emot gymnasieelever under ett år. Det återstår dock att definiera en strategi som är anpassad till varje nivå.

2. Höjda skolavgifter: en begränsad påverkansfaktor

Effekten av en höjning av skolavgifterna är begränsad, eftersom dessa endast utgör cirka 10 % av de totala intäkterna. Dessutom måste man hitta en balans: en för stor höjning skulle kunna leda till att familjer lämnar skolan, vilket skulle medföra en total minskning av intäkterna. Varje höjning måste därför kontrolleras och kalibreras med försiktighet.

3. Befintliga subventioner och finansieringsmekanismer

Ekonomichefen påminner om de befintliga subventionerna: AEFÉ:s subventioner motsvarar de lönekostnader som sparas in tack vare utstationerat personal, stöd från Institut Régional de Formation de la ZENOS för fortbildning och kommunalt stöd som indexeras efter familjernas socioekonomiska situation. Han nämner också andra mer punktvisa åtgärder som kan utnyttjas i större utsträckning: särskilda bidrag som begärs av kommunerna för elever med särskilda behov (vilka kräver fullständiga ansökningar med läkarintyg), som följs upp av Olivier Cureau och skolhälsan; bidrag för pedagogiska projekt från Institut Régional de Formation de la ZENOS, som är blygsamma men användbara. Däremot kommer AEFÉ:s investeringsbidrag inte längre att beviljas under de kommande åren med tanke på det bidrag som erhållits för arbetet med annexet. Denna finansieringskälla är alltså stängd.

4. Andra identifierade finansieringskällor

Ekonomichefen listar också andra finansieringskällor som har mobiliserats: han påminner om de åtgärder som har vidtagits tillsammans med APE eller familjerna för att finansiera pedagogiska projekt och betonar vikten av att officiellt tacka familjerna och APE i rapporterna.



Den nämner också sponsringsinitiativ: vissa familjer har via sina företag erbjudit donationer som ger rätt till skatteavdrag. I gengäld måste skolan erbjuda dessa företag synlighet. Det kommer att bli nödvändigt att formalisera denna typ av partnerskap för att säkerställa överensstämmelse med stiftelsens värderingar och företagens åtaganden.

Slutligen finns det en sista hävstångseffekt som rör merchandising, som för närvarande hanteras av föräldraföreningen med stiftelsens logotyp. Samarbetet är strukturerat, men genom att betona detta tillvägagångssätt skulle denna inkomstkälla kunna utvecklas ytterligare.

Marion Grönberg vill återkomma till frågan om insamlingar från föräldrarna. Hon förklarar att det som förälder är mycket lätt att reagera när man får veta att ens barn riskerar att inte få åka på resa – men att det paradoxalt nog blir mindre motiverande när resan väl är bekräftad. Hon föreslår att kommunikationen förbättras. Enligt henne skulle det ge större synlighet och mening åt bidragen om behoven presenterades tidigare, till exempel: "för att finansiera en viss aktivitet måste man samla in ett visst belopp; för en annan aktivitet ett annat belopp" – skulle det ge större synlighet och mening åt bidragen. Hon erkänner att det finns en svensk rättslig och kulturell ram som måste respekteras, men anser att det skulle vara möjligt att tänka sig flera nivåer av resor, med mer eller mindre aktiviteter eller olika längd, beroende på föräldrarnas engagemang. Enligt henne skulle detta kunna öka motivationen att bidra. Hon fortsätter med att säga att det utan tvekan finns arbete att göra för att stödja lärare och personal, eftersom det är svårt för dem att ta upp dessa ämnen direkt med familjerna. Man måste därför hitta ett mer effektivt sätt att motivera föräldrarna.

Ekonomichefen påpekar också ett annat problem, som har att göra med tidsfrister. Resorna måste bokas och betalas mycket tidigt, eftersom flygpriserna stiger snabbt. Detta skapar en besvärlig situation: det är inte möjligt att vänta tills föräldrarna har gjort sina donationer för att börja organisera resorna.

Marion Grönberg föreslår därför att man börjar samla in pengar till resorna redan året innan: till exempel att man i 2nde planerar finansieringen av resan 1ère, eller i 1ère finansieringen av resan i Terminale. Hon nämner särskilt resan till Polen, som hon hoppas ska fortsätta, och betonar dess betydelse för utbildningen. I detta sammanhang skulle det vara möjligt att presentera ett tydligt mål för varje resa för familjerna och ange att resan kan bli mer eller mindre lång eller innehålla fler eller färre aktiviteter beroende på de insamlade beloppen. Tanken är att göra budskapet mer transparent och motiverande: familjerna skulle bättre förstå att resan är beroende av deras bidrag och att den inte är en automatisk rättighet utan ett projekt som måste stödjas aktivt.

Låg- och mellanstadietcheferna bekräftar och utvecklar de tidigare kommentarerna. Han förklarar att teamet sedan mitten av förra året arbetar med en ny resepolicy. Han preciserar att denna policy bör inkludera idén att genomförandet av en resa kommer att bero på de insamlade medlen. Teamet funderar för närvarande på en intern process för att omorganisera tidsplanen för resornas planering, så att föräldrarna kan involveras mer i finansieringen och förberedelserna.

Medlemmarna diskuterar sedan organisationen av mötet för föräldrar till blivande elever i CP. En av de punkter som tas upp är möjligheten att använda detta möte som en möjlighet för de närvarande föräldrarna att marknadsföra LFSL under mötet genom vittnesmål.



Ordföranden betonar att han, med tanke på storleksordningen på de olika intäktskällorna som nämnts, anser att det skulle kunna gå snabbt och effektivt att söka finansiering hos ekonomiska partner eller företagsledare som vill engagera sig. Han preciserar att det inte handlar om att ersätta andra åtgärder, utan att denna kanal skulle kunna påskynda sökandet efter ytterligare intäkter och stärka resultaten. Han avslutar med att precisera att detta inte är en bindande riktlinje, utan endast en tankegång inom ramen för optimering av resurser, som är till nytta för institutionen.

7. Besluts punkter

a) Sammansättning av kommittén för uppföljning av den strategiska planen

När det gäller den första beslutspunkten påminner Ordföranden om den strategiska plan som nyligen utarbetats och föreslår att den delas med AEFE, om detta inte redan gjorts. För att stödja denna plan påminner han om att han föreslagit inrättandet av en kommitté för uppföljning av den strategiska planen, inspirerad av bästa praxis hos stora organisationer. Den ideala sammansättningen skulle vara en administratör från varje collegium och en medlem av ledningen som är närvarande i styrelsen. Kommittén skulle sammanträda två gånger om året för att granska planens framsteg och besluta om eventuella ändringar är nödvändiga, särskilt med hänsyn till utvecklingen i omgivningen eller skolans inriktning. Kommittén skulle också ha till uppgift att se till att ledningen genomför besluten och riktlinjerna i den strategiska planen, utan att försöka genomföra allt samtidigt, eftersom det är ett långsiktigt projekt.

ENHÄLLIGT BESLUT: Styrelsen enas om att Erik de Rouville, Marion Grönberg och Olivier Cureau ska ingå i den strategiska kommittén tillsammans med Rektorn Denis Ravaille.

Ordföranden påminner om att kommittén för uppföljning av den strategiska planen rapporterar till styrelsen, men att det är styrelsen som fattar besluten. Kommittén lägger fram sina rekommendationer och yttranden och styrelsen överlägger och fattar det slutgiltiga beslutet. Kommitténs roll är alltså främst rådgivande.

b) Utnämning av styrelsens representanter till "Organe de veille" för Förskola och Fritids

ENHÄLLIGT BESLUT: Styrelsen beslutar att Anne Ruchaud och Hervé Brice ska ingå i "Organe de veille" för Förskola och Fritidshem.

c) Utnämning av styrelsens representanter till LFSL: s skolråd (CE)

ENHÄLLIGT BESLUT: Styrelsen beslutar, under förbehåll för Rektorns bekräftelse, att en sådan organisation är förenlig, att utse Eric de Rouville till ordinarie ledamot för att representera styrelsen i skolrådet och Anne Ruchaud och Stéphanie Cozon till suppleanter.

Ordföranden preciserar att representationen i skolrådet måste omfatta minst en administratör bland de tre utsedda medlemmarna.

d) Svar på brev från Kammarkollegiet

När det gäller den sista punkten anger Ordföranden att den har behandlats tydligt i förväg, att den har fått enhälligt stöd av de närvarande styrelseledamöterna och att svaret kommer att formuleras från och med



fredag. Han vill dock att alla möjliga överklaganden har uttömts, särskilt gentemot den franska ambassaden, innan ett beslut fattas.

Han tillägger att styrelsen på fredag eftermiddag kommer att besluta om man ska ge upp och begära återbetalning av de 12 000 kronorna eller fortsätta processen. Han frågar sedan om detta tillvägagångssätt är acceptabelt för de närvarande medlemmarna, och alla medlemmar instämmer.

8. Övriga frågor

a) Kalender för styrelsemöten 2025-2026

När det gäller det möte som planeras i januari frågar Ordföranden Kultur- och Vetenskapsrådet om datumet 19 januari skulle passa. Kultur- och Vetenskapsrådet preciserar att Ambassadören önskar kunna närvara vid mötet för att välkomna styrelseledamöterna, träffa dem och diskutera direkt med dem.

Utan honom skulle mötet hållas i närvaro av hans Chargé d'affaires, som naturligtvis gärna skulle delta, men Ambassadörens närvaro anses viktig. Hon avslutar med att säga att, under förbehåll för att Ambassadörens kalender kan kontrolleras, skulle datumet den 19 januari vara möjligt och ber först om bekräftelse på att medlemmarna är tillgängliga detta datum. Alla medlemmar är överens.

Ordföranden påminner om att övriga mötesdatum redan har fastställts och bör finnas med i medlemmarnas kalendrar:

- 24 mars (videokonferens)
- 25 maj (fysiskt möte)
- 22 juni (vid behov, via videokonferens)

9. Mötets avslutning

Ordföranden tackar alla medlemmar och avslutar mötet.

Stockholm 2026-01-05

Läst och godkänt

Marion Grönberg

[Marion Grönberg \(12 jan. 2026 21:49:40 GMT+1\)](#)

Marion Grönberg, *justerare*

Olivier Cureau

[Olivier Cureau \(8 jan. 2026 08:27:19 GMT+1\)](#)

Olivier Cureau, *justerare*

Guillaume LEFEBVRE

[Guillaume LEFEBVRE \(5 jan. 2026 17:06:33 GMT+1\)](#)

Guillaume Lefebvre, *ordförande*







CA 2025-07 (251119)_PV (FR-SE)_final_PUBLIC


Slutgiltig revideringsrapport


2026-01-12


Skapad:	2026-01-05
Av:	Sophie Pier Federici (spierfederici@lfsi.net)
Status:	Signerat
Transaktions-ID:	CBJCHBCAABAAqw6m0wnmUI1HyJzt-IUjxchdqyHByzn5


”CA 2025-07 (251119)_PV (FR-SE)_final_PUBLIC” – historik


-  Dokumentet skapades av Sophie Pier Federici (spierfederici@lfsi.net)
2026-01-05 - 15:53:21 GMT – IP-adress: 193.14.197.200
-  Dokumentet skickades med e-post till guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr för signering
2026-01-05 - 16:04:28 GMT
-  Dokumentet skickades med e-post till ocureau@lfsi.net för signering
2026-01-05 - 16:04:29 GMT
-  Dokumentet skickades med e-post till mariongronberg@gmail.com för signering
2026-01-05 - 16:04:29 GMT
-  E-postmeddelandet har visats av guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr
2026-01-05 - 16:04:41 GMT – IP-adress: 163.116.176.187
-  Signerare guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr angav namnet Guillaume LEFEBVRE vid signering
2026-01-05 - 16:06:31 GMT – IP-adress: 163.116.176.187
-  Dokumentet har e-signerats av Guillaume LEFEBVRE (guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr)
Signaturdatum: 2026-01-05 - 16:06:33 GMT – Tidskälla: server – IP-adress: 163.116.176.187
-  E-postmeddelandet har visats av mariongronberg@gmail.com
2026-01-05 - 22:18:55 GMT – IP-adress: 146.75.200.28
-  E-postmeddelandet har visats av ocureau@lfsi.net
2026-01-07 - 07:05:56 GMT – IP-adress: 185.201.172.176
-  Signerare ocureau@lfsi.net angav namnet Olivier Cureau vid signering
2026-01-08 - 07:27:17 GMT – IP-adress: 185.201.172.176

 Dokumentet har e-signerats av Olivier Cureau (ocureau@ifsl.net)
Signaturdatum: 2026-01-08 - 07:27:19 GMT – Tidskälla: server– IP-adress: 185.201.172.176

 E-postmeddelandet har visats av mariongronberg@gmail.com
2026-01-12 - 20:26:09 GMT– IP-adress: 178.132.106.121

 Signerare mariongronberg@gmail.com angav namnet Marion Grönberg vid signering
2026-01-12 - 20:49:38 GMT– IP-adress: 178.132.106.121

 Dokumentet har e-signerats av Marion Grönberg (mariongronberg@gmail.com)
Signaturdatum: 2026-01-12 - 20:49:40 GMT – Tidskälla: server– IP-adress: 178.132.106.121

 Avtal har slutförts.
2026-01-12 - 20:49:40 GMT